

SIPSA-FILAHA ET AGROFOOD 2026 S'OUVRE À ALGER

Cap sur la modernisation et la souveraineté agricole

Le Salon international de l'agriculture, de l'élevage et des industries agroalimentaires (SIPSA-FILAHA) et Agrofood 2026 a ouvert ses portes hier au Palais des expositions (Safex) à Alger. C'est le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El Mahdi Oualid, qui a donné le coup d'envoi officiel de cette 24^e édition, en présence du ministre égyptien de l'Agriculture et de la Mise en valeur des terres, Alaa Eddine Farouk. P 3



Publicité

SIPSA[®]
FILAHA
AGROFOOD

24^{ème}
 édition

SOUS LE PATRONAGE DE MONSIEUR
 LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
 DU DÉVELOPPEMENT RURAL
 ET DE LA PÊCHE

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,
 DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

18 > 21 MAI 2026

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

Afrika[®]
 Food Export

DJAZA **UA**[®]

IL S'AGIT DU PREMIER PROJET DU PROGRAMME PRÉSIDENTIEL DES ÉNERGIES RENOUVELABLES
Mise en service de la centrale photovoltaïque de Tendla

Par S. R.

L'Algérie poursuit le déploiement de son programme de transition énergétique avec l'entrée en service, lundi dans la wilaya d'El-Meghaïer, d'une centrale photovoltaïque de 200 mégawatts, premier projet concrétisé dans le cadre du programme présidentiel dédié au développement des énergies renouvelables. Le projet, inauguré par le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, est implanté dans la commune de Tendla, au sud-est du pays. Lors de sa visite, le ministre a souligné que « cette réalisation s'inscrit dans le cadre du programme lancé par le président de la République pour produire 15.000 mégawatts d'électricité à partir des énergies renouvelables à l'horizon 2035 ». Selon lui, ce programme traduit l'orientation stratégique de l'État visant à renforcer la sécurité énergétique nationale à travers la diversification des sources de production électrique et le développement des énergies propres. Le programme présidentiel des énergies renouvelables prévoit le déploiement progressif de plusieurs centrales solaires photovoltaïques à travers différentes wilayas du pays, notamment dans les régions du Sud bénéficiant d'un important potentiel solaire. L'objectif est d'accroître la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique national, de réduire la consommation de gaz naturel destiné à la production électrique et de soutenir les efforts de l'Algérie en matière de transition énergétique et de réduction des émissions de carbone. S'étendant sur une superficie de 400 hectares, la centrale photovoltaïque comprend 20 champs solaires regroupant près de 364.000 panneaux photovoltaïques. Le projet est également doté de 20 transformateurs électriques, d'une sous-station de 30 kV, d'un générateur, ainsi que de systèmes de contrôle, de surveillance, de détection d'incendie et de protection. Les responsables du projet ont également mis en avant l'intégration d'équipements destinés au nettoyage des panneaux solaires afin d'assurer un rendement optimal dans les conditions climatiques sahariennes. Accompagné du wali d'El-Meghaïer, Laaredj Nehila, et des autorités locales, le ministre a poursuivi sa visite dans la wilaya en inspectant plusieurs installations relevant du secteur énergétique, avant d'inaugurer le nouveau siège de la Direction de distribution d'El-Meghaïer.

INDUSTRIE DU FER RÉDUIT DIRECT (DRI)

L'Algérie, deuxième plus grand acteur de la région Mena

L'Algérie poursuit son positionnement parmi les acteurs émergents de l'industrie du fer réduit direct (DRI) au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, dans un contexte marqué par l'accélération mondiale de la transition vers une sidérurgie moins émettrice de carbone. Le pays occupe la deuxième place régionale en matière de projets de fer réduit direct en développement, avec une capacité estimée à près de 5 millions de tonnes par an. Il se positionne derrière la Libye, qui totalise 11 millions de tonnes, et devant l'Égypte avec environ 3 millions de tonnes.

Par S. R.

Ces évolutions ouvrent à l'Algérie des perspectives importantes pour consolider sa place dans les chaînes de valeur mondiales de l'acier vert, au moment où les marchés internationaux, notamment européens, renforcent leurs exigences environnementales à l'égard des importations industrielles. Cette dynamique traduit les ambitions du pays de renforcer ses capacités industrielles dans la filière sidérurgique, en s'appuyant sur plusieurs atouts stratégiques, notamment la disponibilité de minerai de fer de qualité et l'abondance des ressources énergétiques, souligne un rapport publié par la plateforme spécialisée « Attaqa.net ». Le procédé de réduction directe du fer figure aujourd'hui parmi les technologies les plus prometteuses pour décarboner l'industrie sidérurgique. Il permet de produire du fer spongieux à partir de l'oxyde de fer grâce à des gaz

réducteurs, tels que l'hydrogène ou le monoxyde de carbone, avant son utilisation dans les fours électriques destinés à la fabrication de l'acier. Ce procédé permet d'obtenir un fer à haute pureté, pouvant atteindre 98 %. Le rapport souligne également que la région Moyen-Orient et Afrique du Nord dispose d'un fort potentiel pour devenir un pôle mondial de l'acier vert, grâce à ses importantes ressources en énergie solaire et éolienne, ainsi qu'à ses faibles coûts de production d'électricité renouvelable.

Dans cette perspective, l'Algérie apparaît bien placée pour tirer profit des mutations en cours, notamment avec le développement progressif des énergies renouvelables et des projets liés à l'hydrogène vert. À terme, l'intégration de ces nouvelles sources d'énergie dans l'industrie sidérurgique pourrait réduire significativement l'empreinte carbone de la production nationale. Le document met aussi en avant l'avantage logistique du fer réduit direct, plus facile à trans-

porter après sa transformation en briquettes de fer à chaud, contrairement au fer produit dans les hauts-fourneaux traditionnels. Cette caractéristique pourrait offrir à l'Algérie de nouvelles opportunités d'exportation vers les marchés européens et asiatiques, où la demande pour des produits sidérurgiques à faibles émissions ne cesse de croître.

À l'échelle mondiale, les capacités de production de fer réduit direct en développement devraient progresser de 141 % si l'ensemble des projets annoncés se concrétise, pour atteindre près de 296 millions de tonnes par an à l'horizon 2035, soit environ 16 % des capacités mondiales de production de fer. Même si les combustibles fossiles dominent encore la majorité des projets en cours, la transition vers l'hydrogène gagne progressivement du terrain. Environ 19 % des futures capacités de production de fer réduit direct devraient utiliser l'hydrogène comme agent réducteur, dont 16 % reposeraient sur l'hydrogène vert.

ENERGIE

Le ministre reçoit une délégation du groupe égyptien Elsewedy Electric

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a reçu une délégation du groupe égyptien « Elsewedy Electric », conduite par le président du Conseil d'administration du groupe, Ahmed Elsewedy, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du « renforcement de la coopération internationale et l'élargissement des perspectives du partenariat économique et d'investissement à même de consolider la position de l'Algérie en tant que partenaire clé sur les

marchés énergétiques régionaux et internationaux », ajoute le communiqué. Lors de cette rencontre, tenue dimanche au siège du ministère, en présence de ses cadres, les discussions ont porté sur l'état de la coopération avec le partenaire égyptien et l'avancement des accords convenus avec l'opérateur énergétique algérien Sonelgaz. A cette occasion, le ministre a salué le respect par le partenaire égyptien de la mise en œuvre de ses différents engagements, soulignant que

le secteur a inscrit parmi ses priorités actuelles, le renforcement de l'accès aux marchés africains, d'où la nécessité de nouer des partenariats stratégiques solides avec des partenaires fiables, notamment en Afrique et au Moyen-Orient, note le communiqué. M. Adjal a également assuré que la fabrication d'équipements énergétiques, l'ingénierie, et la réalisation de centrales électriques et de centres de transformation, figurent parmi les domaines les plus demandés sur les marchés extérieurs, ce qui requiert l'intensification de la coopéra-

tion, et la conjugaison des efforts, afin de tirer profit des opportunités disponibles.

A cet égard, le ministre a proposé de concrétiser un projet commun de réalisation de centrales électriques avec des pays africains, dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant, appelant à examiner la possibilité de créer une société mixte, dédiée essentiellement aux marchés extérieurs et au développement des projets internationaux.

R. E.

ALGÉRIE-TCHAD

Signature de deux accords-cadres dans les domaines du tourisme et de l'artisanat

L'Algérie et le Tchad ont signé deux accords-cadres dans les domaines du tourisme et de l'artisanat, dans une démarche reflétant la volonté commune des deux pays de renforcer et de promouvoir la coopération bilatérale, indique un communiqué du ministère du Tourisme et de l'Artisanat. Ces accords ont été signés, dimanche, par le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, et le ministre tchadien du Développement touristique, de la Culture et de l'Artisanat, M. Abakar Rozzi Teguil. Auparavant, Mme Meddahi a prononcé une allocution dans laquelle elle a souligné que cette initiative "reflète la volonté commune des deux pays de renforcer la coopération bilatérale et de la hisser au rang

d'un partenariat stratégique, conformément aux orientations politiques des dirigeants des deux pays, notamment à la suite de la visite officielle du président de la République du Tchad en Algérie".

Elle a insisté, à cette occasion, sur l'importance de valoriser les énormes potentialités touristiques, et la diversité culturelle et environnementale des deux pays, afin de réaliser un développement touristique durable, soulignant le rôle central de l'artisanat en tant que "porteur de l'identité africaine et levier essentiel pour la relance du tourisme".

La ministre a, en outre, appelé à "intensifier la coopération entre les cadres et les experts des deux secteurs et à ouvrir de nouvelles perspec-

tives de partenariat, notamment dans les domaines de la promotion touristique, de la formation et de la valorisation du patrimoine artisanal, afin de renforcer l'intégration africaine". De son côté, le ministre tchadien a salué l'importance du Salon international du tourisme et des voyages (SITEV), qui s'ouvre lundi à Alger, le qualifiant de "plateforme stratégique d'échange et de coopération", outre le "rôle de premier plan" de l'Algérie dans la promotion du tourisme africain, réaffirmant, dans ce cadre, "l'engagement de son pays à renforcer le partenariat avec l'Algérie dans les domaines du tourisme, de la culture et de l'artisanat".

R. E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

SIPSA-FILAHHA ET AGROFOOD 2026 S'OUVRE À ALGER

Cap sur la modernisation et la souveraineté agricole

Le Salon international de l'agriculture, de l'élevage et des industries agroalimentaires (SIPSA-FILAHHA) et Agrofood 2026 a ouvert ses portes hier au Palais des expositions (Safex) à Alger. C'est le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El Mahdi Oualid, qui a donné le coup d'envoi officiel de cette 24^e édition, en présence du ministre égyptien de l'Agriculture et de la Mise en valeur des terres, Alaa Eddine Farouk.

Par Zahir R.

Ce rendez-vous incontournable de l'agriculture en Algérie et en Afrique, qui se poursuivra jusqu'au jeudi 21 mai courant, a drainé une participation record de 850 exposants algériens et étrangers issus de 40 pays, dont l'Égypte, le Niger et la Mauritanie comme invités d'honneur. Placée sous le slogan « Moderniser l'agriculture, renforcer la souveraineté alimentaire et anticiper l'avenir », cette manifestation économique enregistre la participation de près de 250 marques internationales et devrait attirer plus de 40.000 visiteurs, selon les organisateurs. Dans son discours, le ministre de l'Agriculture, Yacine Oualid, a mis en avant la stratégie de gouvernement et en particulier de son département pour renforcer la sécurité alimentaire. « Comme vous le savez, le gouvernement algérien est aujourd'hui pleinement engagé dans la réalisation des objectifs de sécurité alimentaire. Nos actions actuelles posent les jalons de l'agriculture algérienne des années 2050-2060 », a-t-il souligné. Toutefois, la réalisation de ces objectifs ambitieux est tributaire du fait de relever plusieurs défis auxquels le secteur agricole est confronté, notamment les changements climatiques, le stress hydrique et la croissance démographique, avec près d'un million de naissances enregistrées chaque année en Algérie. Le ministre a insisté sur la nécessité d'exploiter les surfaces agricoles de manière « rationnelle et scientifique », rappelant que la surface agricole utile (SAU) du pays ne dépasse pas 8,5 millions d'hectares, un niveau limité comparativement à d'autres grandes puissances agricoles. À titre de comparaison, indique le ministre, l'Espagne affiche 22 millions d'hectares, le Brésil dépasse les 300 millions et les États-Unis culminent à 400 millions. Face à cette réalité, il a estimé que l'agriculture algérienne devait accélérer son processus de modernisation à travers l'intégration des nouvelles technologies, la numérisation, l'amélioration des rendements et une meilleure gestion des ressources. L'objectif prioritaire reste le relèvement des rendements, particulièrement dans la filière céréalière. Stagnant historiquement autour de 15 quintaux

par hectare depuis l'indépendance, la moyenne nationale doit impérativement être portée à 40 quintaux par hectare grâce aux nouvelles techniques culturales pour sécuriser les besoins des générations futures.

Réduction de la dépendance aux importations

Le ministre a également insisté sur la nécessité de renforcer le taux d'intégration nationale dans les filières agricoles stratégiques afin de réduire la dépendance aux intrants importés, notamment dans la filière avicole. Il a expliqué que l'autosuffisance ne pouvait être réelle si les souches parentales, les aliments de bétail, les vaccins ou encore les semences demeuraient importés.

Dans ce contexte, le gouvernement œuvre à la localisation de la production des intrants agricoles à travers le développement de la production nationale d'aliments de bétail, de semences hybrides ainsi que la préservation des ressources génétiques animales et végétales.

M. Oualid a indiqué que son département menait un important programme de sauvegarde du patrimoine génétique national, notamment via la Banque nationale des gènes et l'Institut national de la recherche agronomique d'Algérie (INRAA). Le ministre a également mis en avant les projets engagés avec le secteur de l'Enseignement supérieur afin de développer des semences hybrides locales et réduire la dépendance structurelle aux importations.

Agro-industrie et agriculture saharienne

Abordant les perspectives économiques du secteur, le ministre a souligné que plusieurs filières agricoles enregistraient désormais des excédents de production ouvrant des perspectives d'exportation vers les marchés internationaux. Il a toutefois insisté sur la nécessité de renforcer la compétitivité des produits algériens à travers la qualité, la réduction des coûts de production et le développement de l'agro-industrie.

L'autre grand chantier détaillé par le ministre concerne la restructuration du capital humain agricole, qui compte environ 1,3 million de profes-

sionnels à l'échelle nationale. Constatant que moins d'un tiers (environ 400 000) disposait historiquement d'une carte professionnelle, le ministère mène une campagne de numérisation globale. L'objectif : que chaque exploitant réel soit détenteur d'une carte d'agriculteur connectée, condition sine qua non pour accéder aux subventions et aux programmes de soutien de l'État dans une transparence totale.

Cette démarche s'accompagne d'une réforme juridique majeure : le statut de l'agriculteur est désormais déconnecté de la propriété foncière pour être lié uniquement à l'exercice effectif de l'activité. Cette requalification historique permet d'intégrer des milliers d'exploitants au système de sécurité sociale et de protection médicale.

Sur le plan commercial, l'État accélère le déploiement de l'agriculture contractuelle pour protéger les producteurs contre la volatilité des cours. « Le métier de l'agriculteur est de produire, et uniquement de produire. La logistique, le stockage et la commercialisation ne doivent plus être une charge pour lui », a insisté Yacine El Mahdi Oualid.

Évoquant les perspectives offertes par le Grand Sud, M. Oualid a qualifié l'agriculture saharienne de « véritable eldorado agricole », faisant état de près d'un million d'hectares mobilisables et d'importantes réserves d'eaux souterraines. Il a souligné que les superficies cultivées dans le Sud augmentaient de près de 40 % par an, notamment dans la production céréalière, appelant les investisseurs nationaux et étrangers à saisir les opportunités offertes par ces régions. Le ministre a cité plusieurs projets structurants, dont le projet méga-laitier « Baladna » en partenariat avec le Qatar, destiné à couvrir près de 50 % des besoins nationaux en poudre de lait, ainsi qu'un projet agricole avec la société italienne Bonifichè Ferraresi.

Enfin, M. Oualid a insisté sur l'importance de l'intégration de l'aquaculture et de la pisciculture dans la stratégie nationale de sécurité alimentaire, annonçant l'objectif du gouvernement de doubler la production halieutique nationale pour atteindre 200.000 tonnes par an au cours des quatre prochaines années. Il a conclu en affirmant que la consolidation de la souveraineté alimentaire nationale nécessitait une approche globale.

COOPÉRATION AGRICOLE L'Égypte appelle à une intégration arabo-africaine renforcée avec l'Algérie

Le ministre égyptien de l'Agriculture et de la Réhabilitation des terres, Alaa Farouk, a réaffirmé, lors de son intervention à l'ouverture de la 24^e édition du Salon international SIPSA FILAHHA, la volonté de son pays de renforcer et d'élargir le partenariat avec l'Algérie dans le domaine agricole. Alaa Farouk a souligné que les relations entre l'Égypte et l'Algérie dépassent le cadre d'une coopération classique entre deux États, pour s'inscrire dans un lien historique profond entre deux peuples partageant une même appartenance arabo-africaine et une communauté de destin fondée sur la solidarité et le soutien mutuel. Dans un contexte international marqué par des défis croissants liés à la sécurité alimentaire, aux changements climatiques, aux tensions géopolitiques et à la hausse des coûts de production, le ministre égyptien a estimé que le secteur de l'agriculture et de la production animale constitue un levier stratégique majeur pour renforcer la coopération bilatérale. Il a, dans ce sens, plaidé pour une intégration agricole arabo-africaine qu'il a qualifiée de « nécessité pressante et impérative », appelant à une coordination renforcée entre les pays de la région afin de faire face aux enjeux communs. Le ministre égyptien a également exprimé la volonté de son pays d'élargir les perspectives de coopération avec l'Algérie, notamment dans les domaines de l'amélioration des races animales, du développement des systèmes d'irrigation modernes, de l'agro-industrie, ainsi que du partage d'expertises scientifiques et techniques.

Z R.

DR AMINE BENSEMMANE, PRÉSIDENT DU SIPSA-FILAHHA & AFRICA FOOD EXPORT

«La souveraineté alimentaire ne se décrète pas, elle se construit ensemble»

Par Z R.

Le président du Salon international de l'agriculture, de l'élevage et de l'agro-industrie (SIPSA-FILAHHA & Africa Food Export), le Dr Amine Bensemmane, a indiqué que cette 24^e édition dépasse de loin le cadre d'une simple vitrine commerciale. « Ce n'est pas un salon ordinaire. C'est le miroir d'une conviction : la souveraineté alimentaire de l'Algérie ne se construira ni dans le repli, ni dans l'autarcie. Elle se construira dans la convergence des flux », a-t-il affirmé dans son discours à l'ouverture de cette nouvelle édition de SIPSA-FILAHHA, en présence de ministres, d'ambassadeurs et de professionnels du secteur. Mettant en avant la présence du Niger, de la Mauritanie et de l'Égypte comme invités de marque, il a insisté sur le fait que ces invitations relèvent d'un « acte stratégique » plutôt que d'un simple geste protocolaire.

Le président du SIPSA-FILAHHA a longuement insisté sur la réciprocité vertueuse avec les pays voisins, citant des exemples concrets de partenariats gagnant-gagnant. Avec le Niger, et face au déficit protéique structurel de l'Algérie, ce pays dispose de vastes troupeaux adaptés au Sahel. Pour fluidifier ces échanges, le projet du « rail vert » vers Tamanrasset se transforme en une véritable artère pour les flux agroalimentaires et sanitaires. De plus, la pharmacie vétérinaire nationale (mise en valeur au pavillon Ahaggar) servira de levier pour produire des vaccins destinés aux cheptels des deux pays. Avec la Mauritanie, ajoute l'intervenant, si l'Algérie exprime des besoins en ressources halieutiques, elle entend y répondre en apportant son savoir-faire technologique en matière d'irrigation économique le long du fleuve Sénégal.

Le Dr Bensemmane a détaillé un programme dense, articulé autour de grands forums thématiques qui rythmeront l'événement

jusqu'au 21 mai. Le forum « Elevage et corridors sanitaires » (19 mai) sera consacré à la recomposition des territoires par l'élevage ovin, caprin et camelin, ouvrant la voie à la mise en place de corridors sanitaires transfrontaliers. Le 20 mai, la journée sera marquée par le forum Jazaqua, dédié au développement de l'aquaculture continentale, des Chotts algériens jusqu'au fleuve Sénégal, ainsi que par le forum SIMAG, consacré au machinisme agricole. À cette occasion, il a rappelé que « la modernisation n'est pas un poste de dépense, mais une infrastructure de souveraineté au même titre que les routes ou les silos ». Enfin, les volets Agritech et labels de qualité mettront en avant l'innovation à travers le Village des start-ups, l'Africa Food Tech Expo et les trophées Innov'Sipsa, tandis que le concours national Olio-Med distinguera l'excellence de l'oléiculture algérienne destinée à l'exportation.

En marge des rencontres d'affaires, le salon

est aussi un espace de production intellectuelle et de partenariats institutionnels. Le Dr Bensemmane, président également de la fondation GRFI Filaha Innov, a ainsi annoncé le lancement, dès ce 18 mai, de l'ouvrage collectif « Le sable et le grain », qui traite des promesses et des défis de l'agriculture industrielle au Sahara, qualifié d'« axe de foi et d'avenir régional commun ». Enfin, la fondation GRFI scellera plusieurs conventions stratégiques le 21 mai pour clore l'événement. En conclusion, le Dr Amine Bensemmane a rappelé que la prospérité partagée doit naître de la circulation maîtrisée des biens, des idées et des savoir-faire entre Alger, Niamey, Nouakchott, N'Djamena, Le Caire et Doha. « La souveraineté alimentaire ne se décrète pas en un matin. Nous ne la défendons pas individuellement, nous la construisons ensemble. Produire, transformer, décider ensemble : voilà notre fondement », a-t-il conclu.

TRANSPORT AÉRIEN
La compagnie Domestic Airlines renforce son programme par des vols supplémentaires

La compagnie Domestic Airlines a annoncé le renforcement de son programme par des vols supplémentaires, dans le cadre de ses efforts visant à améliorer les liaisons entre les différentes wilayas du pays. La compagnie a indiqué, dimanche dans un communiqué, que des vols supplémentaires seront programmés chaque mardi, à compter du 2 juin prochain, sur la ligne Alger-Béchar-Oran-Alger, et chaque mercredi, à partir du 27 mai courant, sur la ligne Alger-El Meniaa-In Salah-Alger. Des vols supplémentaires ont également été programmés chaque mardi, à compter du 26 mai courant, sur la ligne Alger-Oran-Béchar-Alger, et chaque dimanche, à partir du 31 mai courant, sur la ligne Alger-Timimoun-Oran-Alger. Par ailleurs, la compagnie a procédé à la reprogrammation des vols prévus sur la ligne Alger-Tamanrasset-Djanet-Alger, qui seront désormais assurés chaque lundi, à compter du 1er juin prochain, tandis que les vols sur la ligne Tamanrasset-Djanet-Illizi-Tamanrasset seront opérés chaque jeudi, à partir du 28 mai courant, selon le communiqué.

APS

VITESSE DE L'INTERNET MOBILE
Alger dans le Top 50 mondial

Alger a fait son entrée dans le Top 50 du classement mondial des villes pour la vitesse de l'internet mobile, en réalisant, en quelques mois seulement, une progression historique de 68 places, a indiqué ce dimanche un communiqué du ministère de la Poste et des Télécommunications. Selon le dernier rapport mensuel de la plateforme mondiale « Ookla » de mesure de la vitesse de l'internet, qui répertorie les villes les plus performantes en matière de débit, Alger se classe à la 48e place, rejoignant ainsi le Top 50 mondial, alors qu'elle occupait encore la 116e place en septembre dernier. Ainsi, Alger a réussi, en quelques mois seulement, à progresser de 68 places, dont 11 places gagnées lors de la dernière mise à jour. Selon les données actualisées de l'indice mondial des villes, « le réseau de téléphonie mobile dans la capitale a atteint un débit remarquable de 163,31 mégabits par seconde (Mbps) pour la vitesse de téléchargement, tandis que la vitesse de téléversement a atteint 24,30 Mbps, avec un temps de latence très faible de 18 millisecondes », un indicateur clé reflétant « la performance et la stabilité du réseau ». Cette avancée numérique « ne s'est pas limitée aux réseaux mobiles, mais s'est étendue également à l'internet fixe, la capitale enregistrant une progression de 11 places, avec un débit de téléchargement de 92,44 Mbps et un débit de téléversement de 42,21 Mbps, grâce à l'extension continue des réseaux de fibre optique », conclut le communiqué.

R.E.

VALORISATION DES ACTIFS RÉCUPÉRÉS
Intégration d'une unité de production de liquides d'entretien automobile à Tissemsilt dans le portefeuille du Holding ACS

Une unité de production de liquides d'entretien automobile de différents types, récupérée en vertu d'une décision judiciaire définitive, a été transférée, dimanche à Tissemsilt, au profit du groupe des détergents (Enad), relevant de la société holding algérienne des spécialités chimiques Holding (ACS), indique un communiqué du ministère de l'Industrie. Le procès-verbal de remise de cette unité a été signé par le président-directeur général (P-dg) d'Enad et le directeur des Domaines de l'Etat de la wilaya de Tissemsilt, en présence du P-dg du Holding. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de "la poursuite des efforts de la société holding algérienne des spécialités chimiques visant à valoriser les actifs récupérés et à les

réintégrer dans le cycle économique national, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", ajoute le communiqué. Cette opération est la quatrième du genre dans le processus de récupération des actifs confisqués en vertu de décisions judiciaires définitives, par la société holding, selon la même source, qualifiant cette étape de "nouvel acquis industriel" pour le Holding ACS. Par ailleurs, le ministère a indiqué poursui-

vre les opérations de récupération et de relance des actifs industriels confisqués dans le cadre de la politique de l'Etat visant à exploiter ces biens et à les intégrer dans des projets productifs à valeur ajoutée, contribuant ainsi au soutien de la production nationale, à la réduction de la dépendance aux importations, à la création de richesses et d'emplois, ainsi qu'au renforcement de la compétitivité des entreprises nationales.

APS

TRAVAUX DE LA 79^E ASSEMBLÉE MONDIALE DE LA SANTÉ
L'Agence nationale de la sécurité sanitaire y participe à Genève

L'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS), représentée par son président, Pr Kamel Sanhadji, prend part, au sein de la délégation officielle algérienne, aux travaux de la 79e Assemblée mondiale de la santé (AMS), qui se tient à Genève (Suisse), indique un communiqué de cette Agence. "Dans le cadre de son engagement en faveur du renforcement de la coopération sanitaire internationale et de la représentation de l'Algérie dans les instances mondiales liées à la sécurité sanitaire, l'ANSS représentée par son président, Pr Kamel Sanhadji, entame sa participation,

au sein de la délégation officielle algérienne, aux travaux de la 79e Assemblée mondiale de la santé, qui se tient à Genève (Suisse) du 18 au 23 mai 2026", précise la même source. La 79e édition de l'AMS constitue un "rendez-vous institutionnel majeur" pour les Etats membres, appelés à examiner "les priorités sanitaires mondiales autour des axes inscrits à l'ordre du jour", à savoir "garantir la santé, protéger la santé, promouvoir la santé, ainsi que dynamiser et améliorer la performance". Ainsi, au titre de l'axe "Garantir la santé", les travaux porteront

notamment sur le renouvellement de l'engagement en vue d'accélérer les progrès vers l'élimination du paludisme, ainsi que sur plusieurs questions examinées par le Conseil exécutif, ajoute le communiqué, pertinent que ces questions concernent notamment la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles, la santé mentale et les maladies transmissibles, y compris le programme pour la vaccination à l'horizon 2030, la feuille de route pour les maladies tropicales négligées. 2021-2030, ainsi que la stratégie pour mettre fin à la tuberculose.

APS

OIT
Alerte sur l'impact de la crise au Moyen-Orient sur l'emploi mondial

La crise au Moyen-Orient affecte de plus en plus l'emploi, les conditions de travail et les revenus bien au-delà de la région, avertit lundi l'Organisation internationale du travail (OIT) dans un nouveau rapport. Elle a, dans ce sens, relevé la hausse des coûts de l'énergie, les perturbations des routes de transport, les tensions sur les chaînes d'approvisionnement, le recul du tourisme et les contraintes migratoires qui exercent une pression sur les économies et les marchés du travail.

Le rapport indique que "le conflit devrait continuer d'affecter les marchés du travail pendant un certain temps, l'ampleur et la durée de ses effets dépendant de l'évolution de la situation".

L'OIT souligne que les impacts se transmettent déjà à travers plusieurs canaux et pourraient s'intensifier dans une économie mondiale marquée par une croissance faible et des déficits de travail décent.

Selon le document, dans un scénario où les prix du pétrole augmenteraient d'environ 50 % par rapport au début de 2026, les heures de travail mondiales pourraient reculer de 0,5 % en 2026 et de 1,1 % en 2027, soit l'équivalent de "14 millions puis 38 millions d'emplois à temps plein".

Les revenus du travail réels diminueraient également de 1,1 % puis de 3 %, soit environ 1.100 milliards et 3.000 milliards de dollars, selon l'organisation, relevant que le chômage mondial augmenterait de 0,1% en 2026 et de 0,5% en 2027.

Selon l'OIT, les effets devraient être très inégaux selon les régions, les secteurs et les types de travailleurs. Les Etats arabes et l'Asie-Pacifique sont identifiés comme "les régions les plus exposées".

L'économiste en chef de l'OIT, Sangheon Lee, indique que le choc est "lent mais potentiellement durable", capable d'affaiblir progressivement les conditions du travail décent.

Dans les Etats arabes, les heures de travail pourraient reculer de 3,7% dans le cas d'une crise prolongée et de 10,2% dans un scénario de forte escalade, redoute l'OIT, avertissant que "les travailleurs migrants devraient supporter une part disproportionnée" de l'ajustement du marché du travail. En Asie-Pacifique, la dépendance à l'énergie importée et aux migrations de travail lié au Golf "entraîne des effets de contagion", a écrit l'OIT dans son rapport.

R.E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 17 ماي 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 17 Mai 2026

Produits		Prix du détail ¹			المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	59	69	50	البطاطا
	Tomate	87	101	74	الطماطم
	Oignon sec	90	99	80	البصل الجاف
	Ail sec	695	805	585	الثوم الجاف
	Ail vert	190	215	165	الثوم الاخضر
	Carotte	105	118	92	الجزر
	Navet	109	121	97	اللفت
	Petit pois	184	206	163	الجبنة
	Fève verte	74	84	64	الفول الاخضر
	Courgette	139	155	123	الكوسة
Fruits frais	Haricot vert	306	337	275	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	103	117	89	الخس
	Orange	288	341	234	البرتقال
	Citron	240	269	212	الليمون
Produits d'origine animale	Pomme locale	499	601	398	التفاح المحلي
	Datte	490	619	361	التمر
	Banane	460	476	444	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1997	2154	1841	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	387	400	375	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	18	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Cods	Ouverture	Clares	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	Pd	Rend Net %	Valeur transgée	Valeur transgée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,04	-11,48	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 388,00	1399,00	0,07	0,23	-0,70	5,00	5,56	28500	30 871 600,00
BIOPHARM	BIO	2 906,00	2908,00	0,00	0,06	1,15	6,96	6,26	900	1 253 900,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 090,00	2090,00	0,00	0,40	-6,93	9,97	5,86	45000	84 050 000,00
EGR El Aurassi	AUR	390,00	NC	0,00	0,00	-4,96	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	448,00	NC	0,00	1,30	8,71	4,21	4,72	0	0,00

MINES, INDUSTRIE, HYDRAULIQUE...

Tebboune accélère les grands chantiers

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé dimanche une réunion du Conseil des ministres consacrée à plusieurs dossiers stratégiques touchant à l'industrie pétrochimique, à la sécurité hydrique, aux infrastructures minières ainsi qu'à l'approvisionnement du marché national en moutons à l'approche de l'Aïd El-Adha.

Par Réda Hadi

À travers les orientations données lors de cette réunion, le chef de l'État a réaffirmé la volonté des pouvoirs publics d'accélérer la transformation économique du pays, en misant sur l'industrialisation, la valorisation des ressources nationales et l'amélioration des services publics essentiels. Au cœur des discussions figurait la stratégie nationale de développement de l'industrie pétrochimique destinée à produire les matières premières nécessaires à plusieurs filières industrielles, notamment l'industrie du plastique.

Le président de la République a insisté sur l'urgence d'exploiter les importantes capacités dont dispose l'Algérie dans le domaine des hydrocarbures afin de réduire la dépendance aux importations de matières premières. Cette orientation s'inscrit dans une politique plus large visant à renforcer l'intégration industrielle nationale et à accroître la valeur ajoutée des ressources naturelles du pays.

Dans ce cadre, le chef de l'État a appelé à intensifier les efforts dans le secteur de la pétrochimie afin de bâtir un véritable tissu industriel intégré, capable de soutenir le développement des industries de transformation et de créer de nouvelles opportunités d'investissement et d'emploi.

Les autorités ambitionnent ainsi de positionner l'Algérie parmi les principaux producteurs régionaux et internationaux de certaines matières stratégiques, notamment l'hélium, considéré comme une ressource à forte valeur ajoutée et très demandée dans plusieurs secteurs technologiques et industriels.

Le président Tebboune a également donné des instructions en faveur de la société Fertial, qui bénéficiera, dans une première phase, de l'exclusivité de l'exploitation du phosphate concentré. Cette mesure vise à renforcer l'intégration entre les secteurs des mines et de l'industrie chimique, tout en soutenant le développement de la filière des fertilisants.

Cette orientation traduit la volonté de l'État de transformer les ressources minières nationales localement plutôt que de les exporter



ter sous forme brute, dans une logique de diversification économique et d'augmentation des revenus hors hydrocarbures.

Aïd El-Adha : accélération de l'importation des moutons

Le Conseil des ministres s'est également penché sur l'état d'avancement de l'opération d'importation des moutons en prévision de l'Aïd El-Adha.

Lors de son exposé, le ministre de l'Agriculture a assuré que les services concernés œuvraient à garantir le succès de cette opération et à assurer la distribution d'un million de moutons à travers le territoire national, 48 heures avant la fête religieuse.

Le président de la République a toutefois insisté sur la nécessité de renforcer la rigueur dans le suivi de l'opération et d'accélérer davantage le rythme de mise en œuvre afin d'assurer une distribution fluide et organisée dans les meilleures conditions possibles. Cette opération exceptionnelle vise à répondre à la forte demande enregistrée chaque année à l'approche de l'Aïd et à préserver le pouvoir d'achat des citoyens face à la hausse des prix du bétail.

Dans le même contexte, le chef de l'État a ordonné l'interdiction de l'abattage des agnelles importées. Ces dernières devront être orientées vers l'élevage dans des espaces dédiés afin de préserver le cheptel national

et de contribuer à renforcer la production locale à moyen et long termes.

Cette décision reflète la volonté des autorités de concilier la réponse aux besoins immédiats du marché avec une stratégie durable de développement de la filière de l'élevage.

Les projets miniers d'Annaba et de Bled El Hadba érigés en priorité nationale

Le Conseil des ministres a également examiné l'état d'avancement des projets liés au quai minéralier du port d'Annaba ainsi qu'à la ligne ferroviaire minière reliant Bled El Hadba, Oued Kebrit et le port d'Annaba. Ces projets figurent parmi les infrastructures stratégiques destinées à soutenir l'exploitation du phosphate et à développer une véritable industrie minière intégrée.

Le président Tebboune a salué les efforts consentis par les équipes techniques et les travailleurs mobilisés sur ces chantiers d'envergure. Il a chargé le ministre des Travaux publics de transmettre ses encouragements aux équipes de terrain engagées dans la réalisation de ces infrastructures.

Le chef de l'État a insisté sur la nécessité de maintenir un niveau élevé d'efficacité et une cadence soutenue jusqu'à l'achèvement complet des projets, considérés comme essentiels pour l'entrée de l'Algérie dans une nouvelle phase économique fondée sur la

diversification et l'émergence industrielle. Le projet de la ligne ferroviaire minière constitue un maillon central dans la stratégie nationale de valorisation des ressources minières. Il doit permettre le transport du phosphate extrait dans l'Est du pays vers les unités de transformation et les infrastructures portuaires destinées à l'exportation. Le président de la République a également ordonné la mobilisation de tous les moyens nécessaires pour accélérer les travaux publics liés à l'exploitation du phosphate de Bled El Hadba afin de lancer la production dans les meilleurs délais.

Cette dynamique s'inscrit dans la stratégie nationale visant à faire du secteur minier un nouveau moteur de croissance économique et de création de richesses.

Autre dossier majeur abordé lors de cette réunion : la situation de l'Algérienne des eaux et la gestion des ressources hydriques. Face aux défis croissants liés au stress hydrique et aux pertes importantes enregistrées dans les réseaux de distribution, le président de la République a ordonné une révision en profondeur du système de gestion et de distribution de l'eau.

Le chef de l'État a particulièrement insisté sur la lutte contre les fuites et les pertes d'eau, qui représentent des volumes considérables et pèsent lourdement sur les capacités de distribution.

Il a également appelé à une meilleure coordination entre les différents secteurs concernés afin d'assurer une gestion plus efficace de cette ressource stratégique et de répondre aux préoccupations des citoyens.

Dans le même cadre, le président Tebboune a demandé la modernisation des méthodes de gestion de l'Algérienne des eaux selon une logique d'efficacité et de proximité, notamment dans les communes disposant de réservoirs et de ressources hydriques mais ne bénéficiant pas encore d'agences locales de l'entreprise publique.

À travers ces orientations, les pouvoirs publics entendent améliorer durablement le service public de l'eau et renforcer la sécurité hydrique du pays, devenue l'un des enjeux majeurs des prochaines années face aux effets du changement climatique et à l'augmentation des besoins en eau.

FINANCES

La BA organise à Alger une journée d'étude sur l'instruction relative à la procédure KYC

La Banque d'Algérie (BA) a organisé, hier à Alger, une journée d'étude sur l'instruction 04-2026 qu'elle a récemment publiée, et relative à la procédure de connaissance clientèle (KYC), applicable aux banques, établissements financiers ainsi qu'aux services financiers d'Algérie Poste (AP), en présence de plusieurs membres du Gouvernement, pour expliquer, d'échanger des points de vue et débattre ses dispositions visant à renforcer davantage la transparence des transactions et des différentes procédures financières.

La rencontre s'est déroulée en présence du ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, du ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, du ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali

Zerrouki, ainsi que le Gouverneur de la BA, Mohammed Lamine Lebbou. Dans son allocution, le Gouverneur de la BA a souligné que cette journée d'étude intervient dans un contexte marqué par les évolutions rapides que connaît le secteur financier et bancaire national, comme la transformation numérique ainsi que le développement des moyens de paiement et des services financiers, en sus de la nécessité d'intensifier les systèmes de contrôle et de conformité, et de faciliter, protéger et intégrer les transactions financières des particuliers et des entreprises dans le système financier officiel, afin de renforcer l'inclusion financière et d'attirer la masse monétaire circulant en dehors du secteur bancaire.

Il a ajouté que le principe de "connaissance clientèle" (KYC) n'est pas une simple mesure administrative de collecte de données

et de documents, mais représente plutôt un système intégré de gestion des risques, fondé sur une compréhension précise de la nature du client, de l'origine de ses fonds, et de ses habitudes transactionnelles, permettant ainsi d'évaluer efficacement les risques liés à la relation bancaire, tout en renforçant la sécurité des transactions. M. Lebbou a affirmé que ces procédures ne causent aucune entrave aux clients des établissements concernés, notant que ces mesures s'inscrivent dans le processus du renforcement de la transparence, de la facilitation des services financiers ainsi que de l'amélioration de la qualité et de l'efficacité des différentes offres bancaires. Cette journée d'étude a été l'occasion d'expliquer l'instruction n 04-2026 par le Directeur général du crédit et de la réglementation bancaire, Abdelhamid Bouloudnine, et a constitué un espace

d'échange de vues et d'examen de plusieurs préoccupations et questions relatives au secteur financier et bancaire. M. Bouloudnine a indiqué que la procédure relative à la connaissance clientèle ne constitue ni une contrainte imposée aux opérateurs économiques ni une simple conformité à des exigences réglementaires ou à des mesures de contrôle formelles, mais "un contrat de confiance fondamental, sur lequel repose le système financier moderne". Elle constitue, a-t-il dit, "un investissement collectif à dimension stratégique, dont les retombées positives s'étendent à l'ensemble des parties concernées, du client à l'institution financière, jusqu'au renforcement de la solidité du système financier et au soutien à la stabilité de l'économie nationale dans son ensemble".

APS.

MOSTAGANEM 250 millions DA pour la réhabilitation de l'institut national de formation des personnels de l'Education

L'institut national de formation des personnels du secteur de l'Education nationale de la wilaya de Mostaganem a défini d'une opération de réhabilitation et de restauration d'un montant évitant les 250 millions de dinars, a indiqué, dimanche, un communiqué des services de la wilaya. Selon la même source, cet établissement pédagogique, créé en 1965, bénéficie pour la première fois d'une opération de réaménagement et de restauration visant à améliorer les conditions de formation et d'hébergement des cadres pédagogiques, des fonctionnaires et des différents employés du secteur pendant les périodes de formation et de formation continue.

Les travaux concerneront le bloc administratif, ainsi que les différents espaces de formation, en plus de l'aile sociale comprenant les structures d'hébergement (dortoirs), le réfectoire, les aménagements extérieurs, l'éclairage, le chauffage central, ainsi que les logements de fonction rattachés à l'institut, précisez-t-on.

Cette opération coïncide avec la reprise récente des activités de formation au sein de cette structure pédagogique, parallèlement au recrutement de plus de 5.000 enseignants et employés dans la wilaya, ajoute la même source.

La wilaya de Mostaganem ambitionne de transformer cet établissement en un pôle de formation, à l'avenir, notamment à travers des opérations d'extension et de modernisation comprenant une salle de conférences et l'amélioration des structures d'hébergement, conformément aux normes modernes et à l'approche de qualité de la formation.

En outre, cet institut pourra également assurer, à l'avenir, des formations destinées à des secteurs autres que celui de l'éducation.

Lors d'une récente visite d'inspection de cette infrastructure, le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a donné des instructions relatives à la qualité des travaux, à l'équipement des différentes structures et ailes, à l'aménagement des voies internes, ainsi qu'à l'octroi du soutien nécessaire selon les priorités exprimées par le secteur, conclut le communiqué.

APS

BEJAIA Plus de 1,17 milliards DA alloués à la réhabilitation des monuments historiques

Une enveloppe financière de plus de 1,17 milliards de dinars a été mobilisée par les pouvoirs publics ces dernières années pour prendre en charge des opérations de réhabilitation et de restauration des sites et monuments historiques de la wilaya de Bejaia, à-on avisé, dimanche, auprès de la Direction locale de la culture et des arts.

Le secteur de la culture a retenu d'un budget "conséquent", destiné à la réhabilitation et à la restauration des monuments historiques, notamment ceux endommagés par les séismes de 2021 et 2022 ayant touché la ville de Bejaia, a indiqué à l'APS, Omar Reghal, directeur de la culture et des arts, en marge de la cérémonie de clôture du mois du patrimoine, organisée à la bibliothèque principale de lecture publique "Tahar Amirouchen". Ces opérations de réhabilitation et de restauration ont ciblé plusieurs monuments historiques de la wilaya, notamment la citadelle de la Casbah, Bab El Fouka (également connue sous l'appellation de Bab El Bounoud), la Porte Sarrazine, le Fort de Gouraya, Bordj Moussa, ainsi que le plan de sauvegarde de la vieille ville de Bejaia, a précisé M. Reghal. Le responsable a ajouté que les travaux de réhabilitation ont

concerné également plusieurs infrastructures pertinentes du secteur de la culture, comme le théâtre régional « Abdelmalek Bouguermouh », la cinémathèque de Bejaia et la Maison de la culture.

A ce titre, M. Reghal a assuré que les travaux engagés sur plusieurs monuments, notamment Bab El Fouka, Bordj Moussa et la Porte Sarrazine, ainsi que ceux portant sur la salle de spectacle de la Maison de la culture, seront achevés dans les délais impartis, saluant les efforts consentis par les cadres du secteur pour concrétiser ces opérations. Il a également souligné que ce programme de réhabilitation et de restauration des monuments historiques "traduit l'intérêt particulier accordé par le ministère de tutelle à la préservation du patrimoine national et à la mémoire collective".

La ville de Bejaia recèle un potentiel patrimonial important composé de 17 monu-

ments historiques et sites archéologiques classés patrimoine national, ainsi que de 27 autres sites et monuments inscrits sur la liste de l'inventaire supplémentaire des biens culturels de la wilaya, a indiqué Mme Medjmadj Kahina, cheffe du service du patrimoine culturel à la Direction de la culture et des arts. La wilaya compte également deux secteurs protégés à savoir, la vieille ville de Bejaia, classée secteur protégé en 2013 et s'étendant sur 92 hectares, ainsi que le village de La Qalaa des Beni Abbès, classé en 2015, et couvrant 74 hectares. Le même responsable a fait savoir que trois sites ont été proposés pour être classés au patrimoine national de la wilaya de Bejaia. Il s'agit d'une nécropole mégalithique à Ibarissen, du dispositif technique d'amenée d'eau de Toudja et du village de Djebba, dans la commune de Beni Ksila.

R.E

TISSEMSILT 7.800 doses de vaccin pour la campagne préventive contre la fièvre aphteuse

Un quota de 7.800 doses de vaccin a été mis à disposition, dans la wilaya de Tissemsilt, dans le cadre de la campagne nationale préventive contre la fièvre aphteuse, lancée récemment et ciblant le cheptel bovin, à-on informé, dimanche, auprès de l'Inspection vétérinaire de la direction locale des Services agricoles (DSA). L'inspecteur vétérinaire de la DSA,

Brahim Bournane, a précisé que la wilaya a retenu de 7.800 doses de vaccin fournies par le ministère de tutelle afin de mener cette campagne gratuite, qui vise à renforcer l'immunité des bovins contre les maladies infectieuses et à empêcher leur propagation.

M. Bournane a ajouté que cette campagne, qui se poursuivra jusqu'à la mi-juin prochain, mobilisera 30 vétérinaires relevant du

secteur privé et de l'inspection vétérinaire. Dans sa première phase, elle a concerné les exploitations agricoles avant d'être progressivement élargies aux élevages des autres régions de la wilaya. Le cheptel bovin de la wilaya de Tissemsilt est valorisant à plus de 8.000 têtes, a fait savoir le même responsable, qui a appelé les éleveurs à vacciner leurs bovins et à contribuer aux efforts déployés par

les services vétérinaires afin de protéger le cheptel bovin de la wilaya. Il a également indiqué que ses services intensifient les campagnes de sensibilisation destinées aux éducateurs pour les informateurs des dangers de cette maladie, des moyens de prévention et de la nécessité de signaler tout cas suspect d'infection.

R.E

EL-BAYADH Campagne de sensibilisation sur les dangers de la baignade dans les barrages et les plans d'eau

Une campagne de sensibilisation a été organisée dans la wilaya d'El-Bayadh pour la prévention des risques de baignade dans les barrages et les plans d'eau, avec la participation de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT) et des services de la Protection civile, à-on informé, dimanche, auprès des mêmes services. Selon la même source, l'unité secondaire de Brezina a, dans le cadre de la sensibilisation et de la prévention des dangers de la saison estivale, a participé, hier (samedi), à une campagne de sensibilisation initiée par l'ANBT

au niveau du barrage de Brezina. Cette action était axée sur la prévention des risques liés à la baignade dans les barrages et les plans d'eau, at-on précisés.

Cette activité, qui s'est déroulée en présence des autorités locales de la daïra de Brezina, ainsi que des représentants de la société civile et des Scouts musulmans algériens (SMA), a permis de présenter une série de conseils et d'orientations de sensibilisation au profit des citoyens, en particulier les jeunes et les enfants, sur les dangers liés à la baignade dans les barrages et les rete-

nues d'eau. Dans ce contexte, le programme de sensibilisation de la Protection civile, qui se poursuit encore dans toutes les communes de la wilaya, vise à renforcer la conscience préventive des citoyens à travers la diffusion de conseils et d'orientations liés à la prévention des différents risques associés à la saison estivale, notamment les dangers de la baignade dans les plans d'eau, ainsi que les incendies de forêts et de récoltes agricoles, et ce en coordination avec les différents partenaires.

APS

ALGER Réaménagement des piscines extérieures ouvertes pour leur exploitation durant la prochaine saison estivale

Le ministre, wali de la wilaya d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, a souligné la nécessité de lancer les travaux de réaménagement des piscines extérieures ouvertes pour les exploiter durant la prochaine saison estivale, et offrir aux citoyens des espaces de loisirs et de sport, indique dimanche un communiqué des services de la wilaya. En application des dispositions du décret présidentiel n 26-149, portant transfert de la gestion des 8 grandes piscines transmises sur le territoire de la wilaya

d'Alger, M. Rabehi a effectué une visite de terrain pour s'enquérir de l'état actuel de plusieurs piscines concernées par cette décision et fermées depuis des années, précise la même source. Dans ce cadre, il a inspecté l'état des bassins du complexe nautique pertinent du complexe olympique "Mohamed Boudiaf", la piscine du centre sportif féminin de Ben Aknoun, la piscine du 1er Mai, ainsi que celle du complexe sportif "Ahmed Ghermoul" à Sidi M'Hamed, où il s'est enquis des différentes installations

et équipements. Les premières évaluations ont révélé que ces piscines "ont enregistré des insuffisances et dysfonctionnements accumulés au fil des années, liés notamment aux aspects techniques et à la maintenance périodique, outre les défaillances liées aux équipements de base, particulièrement les réseaux hydrauliques, les systèmes de filtration et les réseaux d'alimentation électrique", selon le communiqué, qui a fait état de "l'instabilité de certaines parties des toits et des structures supérieures, représen-

tant un danger pour la sécurité des usagers". Il s'agit, en outre, "de dysfonctionnements liés aux conditions de sécurité, nécessitant une intervention globale pour remédier aux anomalies constatées", ajoute la même source. Dans ce sillage, le ministre a donné "des instructions strictes pour l'achèvement des études dans les plus brefs délais afin de lancer les travaux de réaménagement et de modernisation de ces infrastructures, en vue de leur remise en service, et permettre ainsi aux citoyens d'en bé-

LA RELATION SOCIALE, L'ÉCHANGE ET LA PRODUCTION

De l'âge de la défiance à l'âge de la confiance

Le marchandage a gagné toutes les relations sociales, mais l'enrichissement ne passe pas par la production. L'intérêt individuel a gagné toutes les relations, mais les intérêts individuels ne convergent pas. La compétition sociale est centrifuge. Par conséquent, les services publics se dégradent. C'est que l'on a eu tendance à réduire les croyances sociales aux croyances de l'homo-economicus occidental.

5^e partie

Par exemple, même si le gouvernement interdit l'importation de certaines marchandises par une loi, si la corruption des douaniers est jugée efficace pour contourner la loi et que cette pratique devient courante, il semble pertinent de considérer cette pratique, plutôt que la loi inefficace, comme une institution. En revanche, certaines pratiques, même non formalisées, peuvent constituer des institutions dès lors que les agents y croient comme des représentations pertinentes de l'état interne du domaine. Les institutions cessent d'être des institutions lorsque les croyances des agents à leur égard sont profondément ébranlées. »[8]

« Avec plusieurs collègues de Stanford issus de différentes disciplines des sciences sociales Masahiko AOKI propose un nouveau concept d'institutions : « les institutions sont les « croyances partagées quant à la manière dont le jeu se déroule au sein de la société ». Ce sont les règles du jeu comprises et respectées par la quasi-totalité de la population, et donc auto-appliquées. Leur auto-application tient au fait qu'elles reflètent et synthétisent l'essence des conditions d'équilibre du jeu stratégique auquel se livrent les individus et les organisations, y compris le gouvernement. »[9]

Nous le répétons, ce qui différencie les institutions est les degrés de réflexivité, d'abstraction et d'institutionnalisation formelle. Il y a un continuum entre les différentes institutions d'une société, une complémentarité et une concurrence. Si des lois sont promulguées, elles le sont par des citoyens qui veulent leur obéir. Ceux qui les édictent sont ceux qui les incarneront. Le formel doit se transformer en informel, la règle formelle en comportement et inversement. Une discontinuité entre les institutions entraîne un dysfonctionnement de la société. Les institutions sont complémentaires et concurrentes, elles peuvent se compléter à un moment et se concurrencer à un autre, se compléter durablement ou se concurrencer durablement, pour le meilleur et pour le pire. Adam Smith affirmait déjà que « sur le grand échiquier de la société humaine, chaque pièce possède un principe de mouvement qui lui est propre, tout à fait différent de celui que le législateur pourrait choisir de lui imposer. Si ces deux principes coïncident et agissent dans le même sens, le jeu de la société humaine se déroulera aisément et harmonieusement, et il est fort probable qu'il soit heureux et prospère. S'ils sont opposés ou différents, le jeu se déroulera misérablement, et la société sera en permanence plongée dans le plus grand



désordre. »[10]

« Que sont les institutions ? Peut-on les assimiler aux lois, aux normes informelles, aux organisations établies, aux contrats, aux mentalités, ou à une combinaison de ces éléments ? La définition adéquate d'un concept tel que celui d'institution dépend de l'objectif de l'analyse. Prenons l'exemple suivant : si les institutions ont un impact sur la performance économique, pourquoi les autres économies ne pourraient-elles pas s'inspirer des meilleures institutions des économies les plus performantes ? C'est la question centrale soulevée par D. North dans un ouvrage fondamental sur les institutions (North, 1990). Pour y répondre, North conçoit les institutions comme les règles du jeu au sein d'une société. Il existe deux types de règles : les règles formelles (constitutionnelles, relatives aux droits de propriété et contractuelles) et les règles informelles (normes et coutumes). Ainsi, même si de bonnes règles formelles sont empruntées à l'extérieur, des tensions peuvent apparaître, car les règles informelles, propres à la société, sont inertes et difficiles à adapter. Le changement est inévitable. De ce fait, une institution empruntée peut se révéler inapplicable et non fonctionnelle. »[11]

De l'âge de la défiance à l'âge de la confiance

Le développement du marché, la mobilité sociale et géographique « désencastrent » l'individu de ses relations familiales et, en multipliant ses échanges avec des étrangers, produit de la dé-

fiance. Ils ouvrent l'âge de la défiance. Mais la société n'est pas condamnée à rester enfermée dans cet âge. La confiance interpersonnelle ayant perdu son milieu et ses automatismes, il faudra du temps pour que se construisent les institutions productrices de confiance interpersonnelle et leur milieu. Le passage d'une confiance interpersonnelle particularisée, dégradée de surcroît, à une confiance interpersonnelle généralisée ne peut être éprouvé qu'au travers de l'expérience sociale et ses structures de pouvoir. La production de la confiance interpersonnelle par des institutions ne peut être qu'expérimentée. Aux liens personnels devront s'ajouter des artefacts sociaux comme médiation aux rapports de personnes qui se sont étendus. Les institutions comme artefacts sociaux doivent transformer la méfiance (dans des étrangers) en confiance (dans des étrangers devenus familiers), elles doivent transformer des étrangers en familiers. Les artefacts sociaux familiarisent des étrangers, ils rendent leur comportement prévisible[12]. La confiance entre des personnes doit se transformer en confiance entre les individus par des institutions. On peut ici se référer à la théorie wébérienne de la routinisation du charisme. Confiance interpersonnelle et confiance dans les institutions peuvent alors se compléter, la confiance dans les institutions produisant certains résultats se substituant et complétant la confiance dans les personnes. Nous avons fait abstraction jusqu'ici de

la confiance personnelle, de la confiance de la personne en elle-même. Il va de soi que nous ne pouvons pas obtenir de confiance interpersonnelle sans confiance personnelle : qui doute de lui-même ne peut être fiable ni peut faire confiance à autrui. Il faut prendre en compte la confiance personnelle pour compléter le continuum entre confiance interpersonnelle et confiance sociale que l'on pourrait d'abord exprimer ainsi : au départ il y aurait la confiance personnelle qui rend possible la confiance interpersonnelle et c'est la confiance interpersonnelle qui en se donnant les institutions sociales nécessaires lui permettront de se généraliser. Mais si l'on prend la confiance personnelle non comme point de départ, comme donnée, mais comme une variable, le continuum devient circulaire. Le processus de production de la confiance n'a pas de début en réalité.

(A suivre)

Notes

- [8] Aoki. Toward a comparative institutional approach, MIT Press. 2001 pp. 13-14
 [9] AOKI Masahiko (2002). Whither Japanese Corporate Governance: Symptoms of Institutional Change https://warp.ndl.go.jp/web/20110709195731/www.rieti.go.jp/users/aoki-masahiko/wjcg/index_en.html
 [10] Adam Smith, Théorie des sentiments moraux (1759 : 234) cité par Aoki Masahiko (2001).
 [11] Aoki Masahiko (2001). Toward a comparative institutional approach. MIT Press. pp. 1-2
 [12] Voir Aoki Masahiko (2011) : Institutions as cognitive media ... op. cit.

IRAK

Les exportations de pétrole irakien via Ormuz divisées par dix en avril

Au début du mois, Bagdad a déclaré avoir conclu des « accords » avec les États-Unis et l'Iran afin d'atténuer l'impact du blocus du détroit d'Ormuz sur les exportations de pétrole irakiennes.

Les exportations de pétrole de l'Irak par le détroit d'Ormuz, enjeu majeur du conflit au Moyen-Orient, ont quasiment été divisées par dix en avril par rapport aux mois d'avant-guerre, a annoncé samedi le nouveau ministre du Pétrole du pays.

«L'Irak exportait auparavant 93 millions de barils par mois via le détroit d'Ormuz, mais en avril nous n'en avons exporté que 10 millions, à cause de la guerre», a déclaré Bassem Mohammed Khudair lors de sa prise de fonctions, à la suite de la formation d'un nouveau gouvernement jeudi.

Membre fondateur de l'alliance des pays exportateurs de pétrole Opep, l'Irak exporte normalement la majorité de son pétrole brut à travers cette voie de passage, quasi totalement bloquée par l'Iran depuis le début de l'offensive américano-israélienne contre la République islamique, le 28 février.

Bagdad a néanmoins annoncé le mois dernier être parvenu à un accord avec les États-Unis et l'Iran afin de réduire l'impact du blocus du détroit sur ses exportations pétrolières. Et deux pétroliers ont accosté aux terminaux de la province de Bassora (sud) en avril.

L'Irak exportait auparavant quelque 3,5 millions de barils par jour, cette activité représentant 90% des recettes budgétaires de l'État.

Il a lancé une noria de camions-citernes vers la Syrie pour poursuivre ses exportations, mais les volumes sont bien inférieurs à ceux permis par la voie maritime. Un oléoduc d'une capacité de 250.000 barils par jour relie aussi le Kurdistan irakien au port turc de Ceyhan sur la Méditerranée.

Vendredi, la télévision d'État iranienne a annoncé que les Gardiens de la Révolution permettaient désormais à davantage de navires de passer par le détroit, par lequel transitait avant la guerre le cinquième des exportations mondiales de pétrole et de gaz naturel liquéfié (GNL).

MAURITANIE

Nouakchott engage la réforme de son Code du travail

Face à un Code du travail vieux de plus de 20 ans et un marché dominé à 84 % par l'informel, la Mauritanie lance une refonte de son droit du travail. Avec l'OIT à ses côtés, le pays veut protéger les travailleurs tout en restant compétitif pour les investisseurs.

Synthèse R I.

La Mauritanie veut moderniser les règles de son marché du travail. Le ministère de la Fonction publique et du Travail a lancé un atelier de consultation tripartite. Il se tient au siège de l'Office national de la médecine du travail, à Nouakchott. Pendant quatre jours, la rencontre réunit des acteurs nationaux et internationaux, représentants du gouvernement, du patronat et des travailleurs. L'objectif est « l'amélioration du cadre juridique et institutionnel régissant les relations de travail, en réponse aux transformations économiques et sociales rapides, et en conformité avec les meilleures pratiques et normes », selon le ministère.

L'enjeu est de taille. Le cadre légal en vigueur est régi par la loi n°2004-017 du 6 juin 2004. Depuis lors, le contexte économique et social a profondément évolué. Les nouvelles formes d'emploi et les mutations numériques réclament des règles adaptées.

Le format retenu est délibérément participatif. L'atelier accueille des études et des propositions de divers acteurs du travail. Les questions de sécurité

sociale y sont également abordées. Les échanges portent sur la révision du Code mauritanien à la lumière des meilleures pratiques mondiales. Le secrétaire général du ministère, Mohamed Mokhtar Moustapha, a rappelé que la réforme suit les directives présidentielles. Elle vise « un équilibre entre les exigences du développement économique et la protection des droits fondamentaux des travailleurs ». Le programme du Premier ministre, El Moctar Ould Djay, en fait une priorité, a-t-il ajouté.

L'OIT, partenaire stratégique d'une réforme inclusive

Le Bureau international du travail (BIT) est au cœur du dispositif. Son directeur pour les pays Maghreb, Halim Hamzaoui, a salué le niveau de coopération avec le ministère. L'Organisation internationale du travail (OIT) entend « accompagner les États membres dans l'adaptation de leurs législations aux normes internationales ». Les spécificités nationales de chaque pays seront prises en compte, a-t-il assuré.

M.Hamzaoui a qualifié l'atelier « d'espace de dialogue organisé et inclusif ».

Il permet aux parties prenantes de « définir les priorités futures de manière participative ». La Mauritanie a ratifié plusieurs conventions fondamentales de l'OIT. Son Code actuel ne couvre pas les nouvelles réalités du monde du travail. La réforme vise à combler cet écart.

Un marché du travail sous tension

Cette initiative intervient alors que la Mauritanie fait face à des défis structurels profonds sur son marché du travail. Plus de 60 % des Mauritaniens en âge de travailler ont moins de 35 ans, selon la Banque mondiale. Le chômage des jeunes a atteint 22,9 % en 2025, selon les estimations de l'OIT. Le taux de chômage global s'établissait à 10,3 % la même année.

La structure de l'emploi aggrave les vulnérabilités. Seulement 16 % des emplois relèvent du secteur formel, selon la Banque mondiale. Les 84 % restants évoluent dans l'informel, sans protection sociale ni contrats réglementés. Les femmes n'occupent qu'un emploi sur quatre. Ces inégalités fragilisent la cohésion sociale et freinent la productivité.

TUNISIE

Saisie de plus de 1,8 tonne de denrées alimentaires impropres à la consommation dans trois gouvernorats

Les campagnes de contrôle menées par l'Instance nationale de la sécurité sanitaire des produits alimentaires au cours de la semaine écoulée ont abouti à la saisie de 1.825 kg et de 153,5 litres de denrées alimentaires impropres à la consommation dans les gouvernorats de Zaghouan, Tunis et Kairouan, selon un communiqué publié ce dimanche par l'instance. L'instance a précisé que ses équipes de contrôle ont intensifié leurs interventions sur le terrain dans plusieurs gouvernorats, dans le cadre de la protection de la santé du consommateur et afin de garantir la circulation de produits alimentaires sains et sûrs. Ces actions s'inscrivent dans la poursuite des campagnes de contrôle sanitaire visant à lutter contre les pratiques contraires aux conditions de sécurité sanitaire des produits alimentaires. Plusieurs manquements ont été relevés, notamment en matière de transport, de stockage, d'étiquetage et de traçabilité sanitaire. Dans le gouvernorat de Zaghouan, 731 kg de fromage « mozzarella », correspondant à 250 pièces de forme cylindrique, ont été saisis. Ces produits étaient transportés à bord d'une ca-

mionnette destinée au transport de marchandises, dans des conditions non sanitaires et non conformes aux exigences de maintien de la chaîne du froid. Lors de l'inspection, il a été constaté qu'une partie de la quantité était encore congelée, tandis qu'une autre avait subi une décongélation en raison de conditions de transport et de stockage inadaptées, ce qui est susceptible d'affecter la sécurité du produit et de mettre en danger la santé du consommateur.

Dans le gouvernorat de Tunis, une campagne de contrôle conjointe menée dans la zone de La Goulette a permis de dresser 6 procès-verbaux de constat et 4 avertissements, en plus de la fermeture d'un restaurant en raison de plusieurs infractions liées aux conditions de sécurité sanitaire des aliments. Au cours de cette même campagne, deux procès-verbaux de saisie obligatoire ont également été établis. Le premier concernait la saisie de 22,5 litres de jus de citron congelé, conservé dans des bouteilles d'eau minérale sans mention de la date de préparation ni des conditions de conservation, en violation des règles de sécurité sanitaire et

de traçabilité. Le second procès-verbal portait sur la saisie de 35 kg de viandes rouges, 10 kg de viandes blanches, 8 kg de « merguez », 4 kg de « choufrat » et 10 kg de poissons divers, en raison de leur conservation dans des conditions non sanitaires et non sécurisées, représentant un danger pour la santé du consommateur.

D'autres interventions menées dans le gouvernorat de Tunis ont également permis de saisir environ 177 kg et 131 litres de denrées alimentaires diverses, comprenant des lasagnes, des pâtisseries, du lait, des fromages, des jus et du yaourt. Ces saisies ont été effectuées en raison du non-respect des conditions de conservation et de stockage, de l'absence d'étiquetage et de mentions légales, du défaut de documents sanitaires et de factures légales, ainsi que de la présence de produits alimentaires périmés et d'autres d'origine inconnue. Dans le gouvernorat de Kairouan, les équipes de contrôle sanitaire, en coordination avec une unité de la garde municipale de Kairouan, ont saisi environ 850 kg de pâtisseries traditionnelles, notamment du makroudh et de la ghraïba. Ces produits étaient trans-

portés à bord d'une voiture particulière dans des conditions ne répondant pas aux exigences de conservation et de transport des denrées alimentaires. L'opération de contrôle a révélé des manquements liés à l'absence de conditions d'hygiène et d'étiquetage légal, ainsi qu'au défaut de documents garantissant l'origine du produit et ses circuits de distribution. Ces irrégularités ont nécessité la saisie des produits et l'engagement des procédures légales nécessaires à l'encontre de leur propriétaire.

Ces interventions s'inscrivent dans le cadre de la poursuite du renforcement des programmes de contrôle sanitaire dans les différentes régions du pays, notamment face à la hausse du rythme de consommation et de circulation des denrées alimentaires périssables. L'Instance nationale de la sécurité sanitaire des produits alimentaires a réaffirmé sa détermination à lutter contre toutes les pratiques susceptibles de porter atteinte à la sécurité alimentaire et à la santé des citoyens, tout en veillant à l'application des réglementations en vigueur.

R E.

AFRIQUE DU SUD

Le réseau électrique retrouve une stabilité inédite depuis 2018

Après plusieurs années de crise énergétique, l'Afrique du Sud vient de franchir un nouveau cap dans la stabilisation de son système électrique. Une performance attribuée à la réussite du plan de redressement lancé en 2023.

Synthèse R.I.

Samedi 16 mai, la compagnie publique Eskom a annoncé avoir franchi le cap des 365 jours consécutifs sans aucun épisode de délestage, une première depuis septembre 2018. Dans le communiqué, la compagnie affirme également avoir assuré la totalité de la demande nationale en électricité sur cette période. Ce cap symbolique confirme les signes d'amélioration d'un réseau sud-africain longtemps marqué par une crise énergétique persistante.

Les clés du redressement

Selon Eskom, cette amélioration s'inscrit dans le cadre du « Generation Recovery Plan » lancé en avril 2023 pour restaurer la fiabilité du parc de production. L'entreprise indique que le facteur de disponibilité énergétique (EAF) du système, soit sa capacité à produire de l'énergie au maximum de ses possibilités, est passé de 54,56 % à 65,16 % depuis le début du pro-

gramme. Les pertes non planifiées ont quant à elles reculé de 32,34 % à 22,88 %. Le groupe public affirme également avoir réduit fortement son recours aux turbines diesel d'urgence.

Les dépenses associées sont passées d'environ 33,3 milliards de rands à 6,4 milliards de rands, soit une économie estimée à 26,9 milliards de rands (environ 1,6 milliard USD) sur trois ans.

« Ce moment est l'aboutissement de trois années de travail depuis le lancement du plan de relance du secteur de l'électricité. Les employés d'Eskom ont une nouvelle fois fait leurs preuves en mettant à profit leurs solides compétences techniques et institutionnelles, acquises au fil de décennies d'investissements publics qui constituent toujours un élément essentiel de notre capacité nationale, laquelle va désormais se concentrer de plus en plus sur la fourniture de sources d'énergie plus propres », a indiqué Mteto Nyati, président du conseil d'administration d'Eskom.

Le coût des délestages, la promesse des renouvelables

Cette amélioration intervient après plusieurs années de délestages ayant fortement affecté l'économie sud-africaine. Dans une analyse publiée en octobre 2025, FTI Consulting indiquait que les coupures d'électricité avaient pesé sur la productivité, l'investissement et l'emploi dans le pays. Selon des estimations compilées par le cabinet, elles auraient réduit la croissance du PIB réel sud-africain de 0,2 à 4,2 points en 2022.

En outre, le redressement actuel s'amorce alors que le mix électrique sud-africain évolue progressivement. Selon Statistics South Africa, les renouvelables, à savoir le solaire, l'éolien et l'hydroélectricité, représentaient 9 % de la production locale d'électricité en 2024, contre 2 % en 2016, tandis que la part du charbon est passée de 90 % à 83 % sur la même période.

GABON

Block Energy s'implante dans l'offshore avec deux permis pétroliers contigus

Ces dernières années, la production d'or noir du Gabon n'a cessé de chuter avec l'arrivée à maturité des gisements pétroliers producteurs. Le pays reste cependant attractif pour les investisseurs particulièrement l'offshore dont les autorités promeuvent l'exploration.

Block Energy PLC fait son entrée dans l'offshore pétrolier du Gabon. La compagnie britannique indépendante, cotée à Londres, a officialisé un accord conditionnel avec sa compatriote Pilgrim Exploration Limited. L'entente concerne les contrats de partage de production (PSC) relatifs aux blocs en mer Ndjila (G4-269) et Mpari (G4-270). Selon les informations relayées mercredi 13 mai par Gabonreview,

Block Energy a obtenu, via cette opération, un accès à ces deux blocs contigus couvrant une superficie totale d'environ 5331 km² au large du Gabon. Des permis qui renferment quatre découvertes pétrolières historiques, notamment le gisement d'Iguega, dont les tests de production ont atteint jusqu'à 3300 barils par jour, selon les données de Pilgrim. D'après la société, les blocs bénéficient déjà de données détaillées sur le sous-sol, susceptibles de réduire les délais des prochaines phases d'exploration.

Sur le plan financier, Block Energy prévoit d'accorder un prêt convertible à Pilgrim Exploration, qui détient actuellement 90 % des droits sur les PSC via ses filiales. Après

conversion et validation des autorisations réglementaires gabonaises, condition sine qua non de la transaction, la société britannique détiendra une participation économique indirecte de 76,5 % dans les licences.

Pour financer l'opération, Block Energy prévoit de lever 6,3 millions de dollars en deux phases via un placement privé et une offre aux actionnaires existants. « Cette transaction représente une excellente acquisition créatrice de valeur de pétrole découvert et d'exploration à fort potentiel dans une juridiction pétrolière réputée », a déclaré Paul Haywood, directeur général de Block Energy, dans un communiqué.

La concrétisation du projet dépend

encore de plusieurs facteurs. Block Energy reste une société de taille très modeste avec une capitalisation boursière évaluée autour de 16,4 millions de dollars, selon PitchBook, et sa levée de fonds prévue est limitée au regard des investissements que requiert l'exploration offshore. Parallèlement, ses revenus annuels n'atteignent que 7,22 millions de dollars, essentiellement générés par ses opérations en Géorgie, son unique base opérationnelle à ce jour. Si cette transaction se concrétise, le Gabon, acteur établi de l'échiquier énergétique africain, constituerait ainsi sa première implantation sur le continent.

R.E

NAMIBIE

400 millions USD annoncés pour un secteur du cuivre en quête de renouveau

En Namibie, le secteur minier demeure l'un des principaux piliers de l'économie, représentant 14,4 % du PIB en 2023.

Cette contribution repose encore largement sur les filières du diamant, de l'uranium et de l'or, tandis que d'autres segments, comme le cuivre, évoluent de manière intermittente.

La société de conseil d'investissement Appian Capital Advisory a annoncé, jeudi 14 mai, son intention d'investir 400 millions USD dans le développement d'une nouvelle mine de cuivre sur le projet Omitiomire, en Namibie. Cette initiative s'ajoute à d'autres projets d'investissements engagés pour redonner du souf-

fle à une industrie cuprifère namibienne en perte de vitesse depuis quelques années.

Dans le détail, Appian Capital Advisory présente Omitiomire comme un actif renfermant environ 520 000 tonnes de cuivre exploitable, dont elle vient d'acquies 95 % du capital. Cette étape franchie, la société entend désormais engager les travaux nécessaires au lancement de la production. L'investissement annoncé devrait ainsi soutenir un « plan de développement clairement défini » visant la mise en place d'une mine capable de produire environ 30 000 tonnes de cuivre par an sur une durée de vie estimée à 15 ans.

Si Appian évoque l'existence d'une étude de faisabilité validant le potentiel du projet, elle n'en a toutefois pas détaillé les principaux paramètres, pas plus que les modalités de mobilisation du financement annoncé.

Aucun calendrier n'a non plus été avancé concernant le début des travaux ou la mise en service de la mine. L'entreprise indique néanmoins avoir déjà entamé des discussions avec de potentiels partenaires en vue de futurs accords d'enlèvement, tout en mettant en avant un potentiel de croissance des ressources grâce à plusieurs cibles d'exploration situées à proximité du gisement actuel.

R.E

RDC

L'Internet mobile devient la principale source de revenus des télécoms

Le secteur des télécoms en RDC traverse une phase de transformation rapide, portée par l'essor de l'Internet mobile et des services numériques. Une évolution qui traduit une perte de vitesse des usages liés à la voix et aux SMS au profit de la consommation de données.

Le marché des télécommunications en RDC poursuit sa mutation vers les services numériques. En 2025, les revenus générés par l'Internet mobile ont dépassé la moitié du chiffre d'affaires total du secteur, confirmant le basculement progressif du modèle économique des opérateurs vers la data.

Selon les données de l'Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications du Congo (ARPTC), le chiffre d'affaires global du secteur a atteint 2,394 milliards de dollars en 2025, contre 1,287 milliard de dollars pour les seuls services Internet mobiles. La data représente ainsi environ 53,8 % des revenus du marché, contre près de 14 % en 2016.

Cette évolution est également relevée par BDO RDC, qui souligne, dans sa note sectorielle publiée en mai 2026, que la data constitue désormais le principal moteur de croissance du secteur télécom congolais.

Le rapport du quatrième trimestre 2025 de l'ARPTC confirme cette transformation des usages. Les services traditionnels, comme la voix et les SMS, reculent, tandis que les consommateurs utilisent davantage les contenus multimédias, les applications de messagerie, le streaming et les services numériques.

R.E

CÔTE D'IVOIRE

Une nouvelle mine d'or en préparation à Boundiali

Aurum Resources continue de transformer son projet ivoirien Boundiali en candidat sérieux au statut de future mine d'or. Alors que les ressources estimées sur le projet ont doublé depuis un an, la société prévoit une étude de pré-faisabilité, étape clé avant une éventuelle décision de construction.

Aurum Resources a publié le jeudi 14 mai une nouvelle estimation de ressources minérales à son projet aurifère Boundiali, portant le total à 3,22 millions d'onces d'or, en hausse de 6 %. Plus important encore pour la suite du développement du projet, les ressources indiquées progressent de 24 % pour atteindre 1,70 million d'onces, soit 330 000 onces supplémentaires par rapport à l'estimation précédente.

Dans l'industrie minière, les ressources indiquées offrent un niveau de confiance supérieur aux ressources inférées, car elles reposent sur des données de forage plus denses. Elles permettent donc de mieux apprécier le potentiel réel d'exploitation. À Boundiali, cette conversion a été rendue possible par une campagne de forage menée ces derniers mois.

En janvier 2025, le projet affichait 1,59 million d'onces de ressources dans toutes les catégories. Il est passé à 3,03 millions d'onces en février 2026, puis à 3,22 millions d'onces avec cette nouvelle mise à jour. En un peu plus d'un an, Aurum a donc quasiment doublé la taille du gisement. Cette progression s'appuie notamment sur sa flotte de 16 foreuses au diamant, qui lui permet de mener les travaux sans dépendre entièrement de prestataires externes.

La prochaine étape sera décisive. Les nouvelles ressources indiquées doivent être intégrées à l'étude de pré-faisabilité attendue d'ici la fin du deuxième trimestre 2026. Ce document donnera une première lecture des paramètres techniques et économiques d'une future mine, avant une étude de faisabilité définitive. Les travaux de forage se poursuivent en attendant, avec un programme de 100 000 mètres cette année et une nouvelle mise à jour des ressources attendue au troisième trimestre.

Agence

MARCHÉS ÉMERGENTS

Un calme de marché trompeur face à l'accumulation des risques ?

Même si certaines poches spécifiques du marché ont réagi en termes de prix, dans l'ensemble, il semble régner une forme de calme sur les marchés. Selon nous, cela s'explique par plusieurs facteurs interconnectés.

Tout d'abord, concernant le conflit, le marché semble largement adopter une posture d'attente. Le consensus est que les deux camps souhaitent au final désamorcer les tensions par des canaux diplomatiques plutôt que d'entrer dans une nouvelle phase de conflit militaire, et les investisseurs sont prêts à regarder au-delà des mauvaises nouvelles de court terme. Peut-être plus important encore : depuis l'après Russie/Ukraine, les marchés se sont progressivement adaptés à fonctionner dans un environnement de conflit permanent. Les économies s'ajustent désormais structurellement aux situations de guerre via des financements extérieurs durables (Ukraine), la diversification des chaînes d'approvisionnement et les dépenses d'infrastructure (Moyen-Orient). Cette normalisation de «l'économie du conflit» a atténué les réactions des marchés face aux chocs géopolitiques qui, auparavant, auraient pu provoquer de la panique.

Mais il existe aussi une dimension comportementale. Le marché est devenu en quelque sorte désensibilisé aux risques liés aux gros titres, notamment ceux provenant des décideurs américains, compte tenu de leur fréquence ces dernières années et de la tendance à revenir sur certaines annonces. L'an dernier, les annonces de droits de douane avaient déclenché des prédictions de choc massif sur les chaînes logistiques et de récession imminente ; pourtant, rien de tout cela ne s'est matérialisé, et les investisseurs trop défensifs ont été pénalisés.

Cette fois-ci, les investisseurs choisissent largement de se concentrer sur les aspects positifs et sur la solidité persistante de l'économie américaine, après une saison de résultats solide qui a propulsé les actions proches de leurs plus hauts historiques. Le thème de l'IA continue également d'alimenter des dépenses massives dans le secteur. Cette résilience ne se limite pas aux actions.

Sur le marché obligataire, les rendements élevés soutiennent l'intérêt pour le crédit américain comme émergent. Au-delà des marchés développés, les exportateurs de matières premières des marchés émergents ont particulièrement profité de la hausse des prix des commodities, tandis que les devises émergentes ont fait preuve d'une forte résilience, offrant un carry attractif aux niveaux actuels. Le dollar, de son côté, a sous-performé sur une base ajustée du bêta.

Cela dit, le sentiment de marché peut encore basculer relativement vite si les tensions géopolitiques s'aggravent ou si l'incertitude politique se renforce. L'enjeu clé consiste à distinguer les véritables opportunités structurelles des excès de valorisation — une distinction qui devient cruciale lors des phases de revalorisation brutale. Pourquoi les marchés réagissent-ils différemment aux chocs géopolitiques au-

jourd'hui ?

Du point de vue des marchés émergents, cette classe d'actifs a historiquement souffert lors des périodes de forte volatilité géopolitique. Pourtant, ces dernières années, cette dynamique a changé, les marchés émergents faisant preuve d'une résilience bien supérieure. Que ce soit après les annonces de tarifs douaniers américains de représailles en 2025 ou dans le cadre du conflit actuel au Moyen-Orient, la classe d'actifs a beaucoup mieux résisté qu'on aurait pu l'anticiper.

Selon nous, cela s'explique par le fait que les marchés émergents sont fondamentalement dans une situation bien plus solide qu'il y a dix ans. Les marchés locaux se sont fortement développés, et les banques centrales émergentes ont globalement adopté des cadres orthodoxes. Les dynamiques d'inflation, bien qu'encore élevées dans certains pays, sont revenues vers les objectifs dans la majorité des économies, laissant les taux réels proches de leurs plus hauts historiques. Le segment corporate est également beaucoup plus sain après avoir traversé plusieurs cycles de crédit et crises successives comme Russie/Ukraine, l'immobilier chinois ou encore le Covid. La plupart des émetteurs émergents disposent désormais de fondamentaux nettement plus robustes, avec des niveaux de liquidité suffisants pour être mobilisés en période de crise.

Cela signifie que les émetteurs émergents sont aujourd'hui généralement plus résilients et mieux capables de gérer la volatilité de court terme. C'est aussi l'une des principales raisons pour lesquelles nous n'avons pas observé d'impact significatif sur les estimations de défaut malgré la montée des tensions géopolitiques.

Le yuan peut-il réellement accélérer la dédollarisation des marchés mondiaux ?

La dédollarisation est en marche, mais de façon progressive. La Chine règle désormais certaines transactions énergétiques en yuan, et plusieurs pays cherchent à réduire leur concentration de réserves en dollars américains. À long terme, cela devrait être négatif pour la part du dollar dans les transactions mondiales.

Cela dit, le statut du dollar comme monnaie de réserve mondiale reste soutenu par la profondeur et la liquidité des marchés de capitaux américains, qui n'ont aujourd'hui aucun véritable substitut. Nous ne sommes pas dans un scénario où le dollar perdrait son statut de devise de réserve dans un horizon prévisible.

En revanche, nous nous attendons à voir s'installer une tendance durable de faiblesse du dollar après quinze années de renforcement. Une tendance baissière du billet vert devrait persister à moyen terme, soutenue

par plusieurs facteurs convergents : des valorisations élevées du dollar, un positionnement mondial très chargé sur les actifs américains et l'essoufflement de l'exceptionnalisme américain à mesure que la croissance se normalise. Si la dédollarisation devait accélérer au-delà des tendances actuelles, cela pourrait créer des vents contraires supplémentaires pour les valorisations du dollar. Ces facteurs structurels devraient constituer un soutien durable pour les actifs émergents sur plusieurs trimestres.

Historiquement, les périodes de faiblesse du dollar ont coïncidé avec des flux plus importants vers les marchés émergents, le dollar devenant moins attractif tandis que les actifs émergents gagnent en attrait relatif. Cela dit, nous restons prudents à court terme dans un scénario d'escalade géopolitique supplémentaire. Cela plaide pour une flexibilité tactique plutôt qu'une conviction directionnelle agressive.

Vers un système financier mondial plus fragmenté : quels enjeux pour les investisseurs ?

Nous observons les débuts d'une fragmentation, alimentée par des politiques de plus en plus centrées sur les intérêts domestiques.

L'environnement tarifaire américain en est la manifestation la plus visible, mais cette tendance est observable dans de nombreuses juridictions, les décideurs privilégiant les considérations nationales au détriment de l'intégration multilatérale.

Ce qui est important pour les investisseurs, c'est de comprendre que cette fragmentation n'est pas uniformément négative : elle redessine les flux de capitaux et les chaînes d'approvisionnement. Les entreprises relocalisent leur production, rapprochent leurs chaînes logistiques ou les déplacent hors des régions jugées stratégiquement vulnérables. Cela crée une forte dispersion des performances : certains secteurs et régions bénéficient de cette réorganisation, tandis que d'autres subissent des vents contraires.

L'enjeu consiste donc à construire des portefeuilles capables de résister à ces transformations plutôt qu'à parier sur un scénario unique. Il faut rappeler que les marchés émergents regroupent plus de 100 pays différents, ce qui laisse une grande flexibilité pour positionner les portefeuilles afin de profiter — ou au minimum résister — à des thèmes comme une moindre dépendance aux flux internationaux de capitaux ou la hausse des prix des matières premières.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 18 Mai 2026
Valeur : 20 Mai 2026

BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.7719	132.7869
1	EUR	EURO	154.4004	154.4444
1	GBP	POUND STERLING	177.2656	177.3329
100	JPY	JAPANESE YEN	83.5359	83.5663
1	CNY	CHINESE YUAN	19.5158	19.5206
1	CHF	SWISS FRANC	169.0500	169.1122
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	96.5825	96.6144
1	DKK	DANISH KRONE	20.6597	20.6650
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.0621	14.0666
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	14.2427	14.2469
1	AED	UAE DIRHAM	36.1451	36.1610
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.3766	35.3825
1	KWD	KUWAITI DINAR	432.6227	432.8126
1	TND	TUNISIAN DINAR	45.1114	45.5648
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.3951	14.3967
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.9044	21.0113
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3302	3.3406
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	181.6786	181.6786

L'EUROPE OUVRE DANS LE ROUGE

Les craintes inflationnistes s'emparent des marchés

Les principales Bourses européennes évoluent dans le rouge lundi en début de séance, les investisseurs restant sur leurs gardes face aux craintes inflationnistes et à la hausse des rendements obligataires. À Paris, le CAC 40 perd 1,04% à 7.869,52 points vers 07h27 GMT. À Francfort, le Dax recule de 0,37% et à Londres, le FTSE 100 cède

0,06%. L'indice EuroStoxx 50 est en baisse de 0,85%, le FTSEurofirst 300 perd 0,60% et le Stoxx 600 recule de 0,63%. Le conflit au Moyen-Orient et ses répercussions sur l'inflation et la politique monétaire continuent de peser sur les marchés, dont les espoirs d'une paix durable s'amenuisent après qu'une attaque par drone a provoqué un incendie dans une

centrale nucléaire aux Émirats arabes unis et que le président américain Donald Trump a de nouveau menacé Téhéran. Les tensions font grimper les prix du pétrole et les rendements obligataires dans le monde entier, ce qui pourrait également aggraver les déficits publics déjà élevés des principales économies mondiales. "Pour l'instant, les marchés obliga-

taires semblent indiquer que les investisseurs doivent se préparer à un environnement plus volatil, dans lequel le coût élevé du financement restera un thème majeur des marchés bien au-delà de la seconde moitié de l'année", écrit Lale Akoner, analyste de marchés chez eToro. Aux valeurs, Publicis gagne près de 4%, le groupe publicitaire ayant annoncé dimanche l'acquisition de la

plateforme américaine de collaboration de données Liveramp et le relèvement de ses objectifs financiers 2027-2028.

Ailleurs en Europe, Ryanair perd 3% après la publication de ses résultats annuels, qui interviennent dans un contexte de craintes concernant les coûts de l'énergie pour l'ensemble du secteur aérien.

R.E

GRÈVE CHEZ SAMSUNG

Séoul redoute un choc à 67 milliards de dollars

Le Premier ministre sud-coréen, Kim Min-seok, a déclaré ce dimanche que son pays examinerait toutes les options, y compris un arbitrage d'urgence, afin d'éviter une grève des salariés de Samsung Electronics et de limiter les éventuels dommages si le mouvement venait à avoir lieu.

RI/Agence

Samsung est la plus grande entreprise de Corée du Sud en nombre d'employés et le premier fabricant mondial de puces mémoire, selon Reuters. Les répercussions de cette information ne se limiteront pas à la Corée du Sud. Toute perturbation des lignes de production de semi-conducteurs pourrait exercer une pression sur les chaînes d'approvisionnement mondiales et affecter, par la suite, la disponibilité de certains appareils ou le coût de leurs composants. Autrement dit, les conséquences d'une éventuelle grève pourraient finir par toucher votre téléphone portable ou votre tablette, et pas seulement les usines de Samsung. L'entreprise et le syndicat représentant ses salariés en Corée du Sud doivent reprendre, lundi, les négociations salariales en présence d'un médiateur gouvernemental, à seulement trois jours de la grève prévue. Cette démarche pourrait contribuer à apaiser les inquiétudes autour d'un mouvement social potentiellement perturbateur au sein du géant technologique, qui représente près d'un quart des exportations du pays. À l'issue d'une réunion d'urgence avec des ministres ce dimanche, le Premier minis-

tre a déclaré : « Une seule journée d'arrêt dans l'usine de semi-conducteurs de Samsung Electronics devrait entraîner des pertes directes pouvant atteindre 1.000 milliards de wons, soit environ 667,68 millions de dollars. »

Il a ajouté : « Ce qui est encore plus préoccupant, c'est qu'un arrêt temporaire des lignes de production de semi-conducteurs peut entraîner plusieurs mois d'interruption d'activité », soulignant les craintes de voir les pertes économiques atteindre 100.000 milliards de wons, soit environ 67 milliards de dollars, si l'entreprise était contrainte de se débarrasser de matériaux en raison de la grève.

Kim a précisé que Samsung : représente 22,8 % des exportations de la Corée du Sud, pèse 26 % du marché boursier du pays et emploie plus de 120.000 personnes et travaille avec 1.700 fournisseurs.

L'ordre d'arbitrage d'urgence, auquel le ministre du Travail peut recourir si l'État estime qu'un conflit est susceptible de nuire à l'économie ou à la vie quotidienne, interdit immédiatement toute action syndicale pendant 30 jours. Durant cette période, la Commission nationale des relations du travail mène une médiation et un arbitrage.

Le recours à cette mesure demeure rare et

constitue une décision exceptionnelle pour un gouvernement qui mène une politique favorable aux syndicats. Depuis l'instauration du système d'arbitrage d'urgence en 1963, le gouvernement n'y a eu recours qu'à quatre reprises.

Si cette mesure était officiellement activée cette fois-ci, il s'agirait de sa première utilisation depuis 21 ans. La dernière remonte à décembre 2005, lors de la grève de Korean Air, lorsque le gouvernement avait cherché à éviter de graves perturbations dans les services de transport et des désagrèments pour le public, selon l'agence Yonhap.

Le syndicat a déclaré ce dimanche qu'il ne céderait pas aux pressions liées à l'arbitrage et qu'il n'accepterait pas un accord salarial si l'offre de l'entreprise était jugée insuffisante. Il a ajouté qu'il négocierait de bonne foi afin de parvenir à un accord avec la direction.

Le syndicat prévoit de lancer une grève de 18 jours à partir du 21 mai.

Selon l'agence Yonhap, le syndicat et l'entreprise restent profondément divisés au sujet des primes de performance liées aux bénéfices de l'activité semi-conducteurs de Samsung dans le domaine de l'intelligence artificielle.

CHINE

Coup de frein sur la production industrielle et les ventes au détail

La Chine a publié lundi ses chiffres de production industrielle et de ventes au détail les moins favorables depuis plus de deux ans et demi, sous l'effet de la crise au Moyen-Orient et de facteurs intérieurs.

La croissance des ventes au détail en Chine, principal indicateur de la consommation, a fortement ralenti en avril sur un an avec une hausse de 0,2% très en deçà des prévisions, a indiqué le Bureau national des statistiques. Il s'agit de la progression la plus lente depuis décembre 2022, il y a plus de trois ans.

Un panel d'experts consultés par l'agence Bloomberg tablait sur

une augmentation de 2%. Les ventes au détail avaient augmenté de 1,7% sur un an en mars. La production industrielle a quant à elle augmenté de 4,1% sur la même période. C'est l'augmentation la plus faible depuis juillet 2023.

C'est là aussi en dessous des chiffres de mars (+5,7%) et des prévisions des économistes interrogés par Bloomberg (+6%).

Apathie de la demande intérieure

Les experts ont imputé ce ralentissement à la guerre en Iran et à la baisse des subventions à

l'achat de biens de consommation.

« La solide performance des exportateurs a contribué à atténuer la faiblesse de la demande intérieure, sans suffire à la compenser intégralement », analyse dans une note Zhiwei Zhang, président de la société de conseil Pinpoint Asset Management.

Les chiffres de la production industrielle reflètent l'apathie de la demande intérieure, abonde le cabinet Capital Economics.

Les ventes industrielles destinées à l'exportation ont atteint un sommet en 46 mois, et la production de biens électroniques, sous l'effet de la demande liée à l'intelli-

gence artificielle, a progressé à un rythme rarement observé au cours des deux dernières décennies, dit-il dans une note.

Mais « les retombées du conflit en Iran ont pesé sur l'activité de raffinage et la production pétrochimique, tandis que l'aggravation du ralentissement dans le secteur de la construction a tiré vers le bas la production de ciment, d'acier et de verre », dit-il. Avec la baisse des subventions, les ménages ont plutôt dépensé leur argent dans les services, dit-il.

R.E

POUR PROTÉGER CE SECTEUR STRATÉGIQUE

L'Australie ordonne à des actionnaires liés à la Chine de vendre leurs parts dans le producteur de terres rares Northern Minerals

Craignant une prise de contrôle de l'entreprise par des investisseurs chinois, le gouvernement australien a annoncé avoir ordonné à plusieurs actionnaires de Northern Minerals liés à la Chine de céder leurs parts.

Canberra a ordonné ce lundi à un groupe d'actionnaires du producteur de terres rares australien Northern Minerals de céder leurs parts, invoquant le besoin de protéger ce secteur stratégique des influences extérieures.

Northern Minerals cherche à remettre en cause la domination de la Chine dans la

production de dysprosium, un minéral de terres rares utilisé pour fabriquer des aimants permanents entrant dans la composition des véhicules électriques. Des investisseurs chinois ont ces dernières années cherché à prendre des participations importantes dans cette entreprise basée en Australie.

Le gouvernement australien avait déjà utilisé en 2024 une loi sur les investissements étrangers pour forcer un autre groupe d'investisseurs lié à la Chine à céder leurs participations. Craignant une prise de contrôle, l'entreprise s'est ensuite

elle-même soumise à l'examen de la commission australienne chargée d'évaluer les investissements étrangers en novembre 2025. Depuis, le gouvernement suit de près la situation.

"Nous appliquons un cadre ferme et non discriminatoire pour les investissements étrangers et nous prendrons d'autres mesures si nécessaire afin de protéger notre intérêt national dans cette affaire", a déclaré le Trésorier d'Australie, Jim Chalmers, dans un communiqué.

R.I

ROYAUME-UNI

Rebond des ventes de détail en mars, tiré par les carburants

Le volume des ventes au détail au Royaume-Uni aurait augmenté de 0,7% en mars 2026, après une baisse de 0,6% en février (révisée d'une estimation initiale qui était de -0,4%), selon l'Office national des statistiques.

"Les ventes de carburant ont fortement augmenté au cours du mois, les détaillants rapportant que les automobilistes ont fait des réserves de carburant à mesure que les prix augmentaient", explique l'institut.

À l'exclusion du carburant automobile, les ventes au détail ont augmenté de 0,2% en mars, tirées par les magasins de vêtements grâce à une météo plus favorable et par les magasins informatiques et télécoms avec de nouveaux lancements de produits.

Plus globalement, pour l'ensemble du 1er trimestre 2026 (mois de janvier à mars), la quantité de biens achetés (volume) dans les ventes au détail britanniques est estimée avoir augmenté de 1,6% par rapport au 4e trimestre 2025.

Agence

FRANCE

Sébastien Lecornu présentera jeudi les nouvelles aides pour le mois de juin

De nouvelles aides à destination des secteurs touchés par les hausses des prix de carburants seront annoncées par le Premier ministre jeudi, lors d'une conférence de presse. Sébastien Lecornu tiendra, ce jeudi 21 mai, une conférence de presse consacrée à l'impact de la guerre au Moyen-Orient, lors de laquelle il présentera un "nouveau paquet" d'aides pour le mois de juin destinées aux secteurs les plus touchés par la hausse des prix des carburants, a annoncé dimanche Matignon.

Le Premier ministre "dévoilera à cette occasion le nouveau dispositif d'aides carburant pour le mois de juin", qui visent à "protéger les Français qui travaillent et les secteurs économiques les plus touchés des effets de la hausse des prix du pétrole et des produits dérivés", selon un message de ses services à la presse.

La présentation de ces aides a été retardée par la crise de l'hantavirus, qui a contaminé une femme en France, tandis que 26 cas contacts sont en "quarantaine renforcée" à l'hôpital.

R.E

PÉNURIE DE RAM

Les employés de SK Hynix deviennent les célibataires les plus courus de Corée du Sud

Le groupe sud-coréen SK Hynix est un des grands gagnants de l'explosion des prix de la RAM. Et ça a un effet inattendu sur ses employés !

SK Hynix vit une période exceptionnelle, sûrement la plus belle de son histoire, grâce à l'incroyable demande en RAM actuelle, due à l'essor de l'intelligence artificielle. Elle est ainsi notamment courtisée à travers des offres folles par les géants de la tech. Et, un peu plus bas, ses employés vivent eux aussi une période faste - à tous les niveaux.

Des bonus exceptionnels pour les employés de SK Hynix

SK Hynix a enregistré durant ce premier trimestre 2026 un bénéfice d'exploitation au sommet, qui a même dépassé les attentes des marchés, pour atteindre les 25,4 milliards de dollars. Le chiffre d'affaires est lui en hausse de 60% par rapport au trimestre précédent, et de 190% sur un an.

Et le bénéfice d'exploitation est très important pour les salariés de l'entreprise sud-coréenne. En effet, 10% de ce chiffre est traditionnellement reversé sous la forme de bonus aux employés de SK Hynix. Ce sont ainsi 2,5 milliards de dollars qui vont être reversés pour ce semestre aux employés (qui sont environ 47 000).



Les nouvelles coqueluches du marché des rencontres en Corée du Sud

À noter qu'il ne s'agit ici du chiffre que pour le trimestre actuel. Or on peut s'attendre, d'après tous les analystes, à une pénurie de RAM qui va persister dans le temps - ce qui semble garantir des bonus au sommet pour un moment chez SK Hynix. Et ça commence à se savoir du côté de la Corée du Sud. Comme le rapport Wccftech, les médias sud-coréens se font l'écho d'un

changement dans le marché des rencontres, où les employés de SK Hynix sont devenus les célibataires les plus recherchés, devant des professions historiquement plus valorisées comme avocat, médecin ou chef d'entreprise. On peut ainsi par exemple voir ci-dessus un employé de SK Hynix se rendre à un événement de rencontre avec sa veste d'entreprise. Le vêtement glamour du moment au pays du Matin calme, semble-t-il !

À MOINS D'ACCEPTER CETTE NOUVELLE RÈGLE

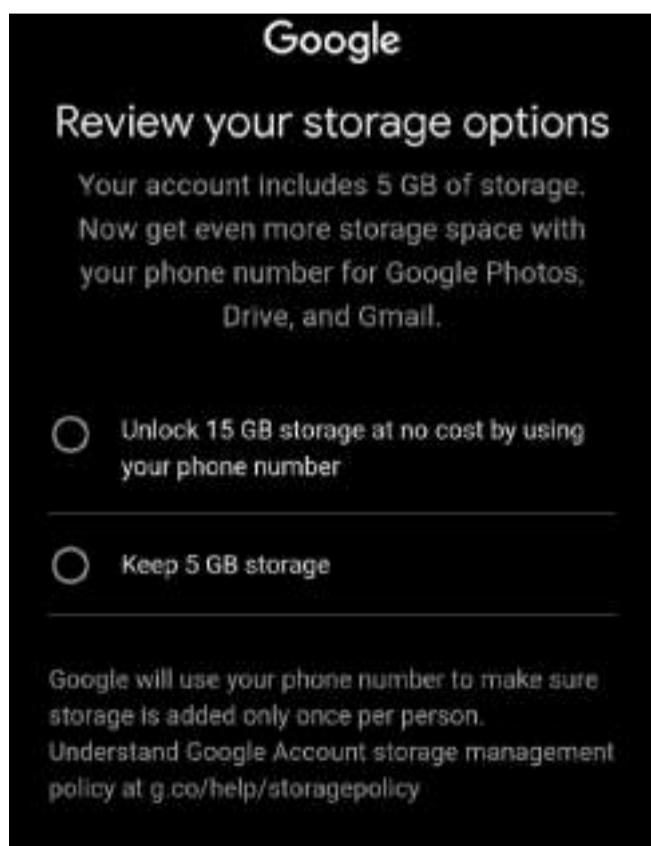
Google réduit son stockage gratuit de 15 Go à 5 Go...

Jusqu'ici, ouvrir un compte Google permettait automatiquement de profiter de 15 Go de stockage gratuit pour Gmail, Google Drive ou encore Google Photos. Mais Google a revu discrètement sa copie...

Pendant des années, la promesse était simple : un compte Google ouvrait automatiquement l'accès à 15 Go de stockage gratuit, mutualisés entre Gmail, Google Drive ou encore Google Photos. Une capacité relativement généreuse, notamment face aux 5 Go proposés par Apple sur iCloud, et qui permet de conserver de nombreux mails, documents et autres souvenirs.

Google ne garantit plus 15 Go de stockage gratuit à tous ses utilisateurs

Mais cette époque semble doucement toucher à sa fin. Google a en effet modifié la formulation de plusieurs pages d'assistance, qui ne mentionnent plus 15 Go de stockage « inclus », mais désormais « jusqu'à 15 Go ». Une nuance loin d'être anodine. D'après les premiers témoignages relayés notamment par 9to5Google, certains nouveaux comptes Google ne disposent plus que de 5 Go de stockage par défaut.



Pour débloquer les 15 Go habituels, il est désormais indispensable d'associer un numéro de téléphone. Une notification affichée lors de la création d'un compte précise même que ce numéro servira

à « s'assurer que le stockage n'est attribué qu'une seule fois par personne ».

Attention, nouvelle règle !

Google n'a pas officiellement

annoncé ce changement, qui semble encore en phase de déploiement selon les régions et les méthodes de création de compte.

Avec cette nouvelle politique, Google cherche visiblement à limiter la multiplication des comptes gratuits et, possiblement, à renforcer l'identification des utilisateurs. Pour le géant américain, il convient également de mieux contrôler les usages abusifs de ses infrastructures cloud, alors que les besoins en stockage explosent depuis plusieurs années déjà.

Une occasion en or pour le géant américain de (re)mettre en avant son offre One, permettant d'accéder à 100 Go d'espace contre 1,99 €/mois, tandis qu'une offre donne actuellement accès à 2 To pour 2,49 €/mois seulement (contre 9,99 € habituellement) pendant 3 mois.

Pour les utilisateurs, cela signifie surtout qu'un compte Google « gratuit » ne garantit plus automatiquement le confort des fameux 15 Go. Le changement ne concerne que les nouveaux comptes, et les comptes déjà existants n'ont donc pas besoin de renseigner impérativement un numéro de téléphone pour conserver leurs 15 Go.

Plus nous utilisons l'IA, moins nous réfléchissons par nous-mêmes selon des chercheurs



Des chercheurs du MIT, d'Oxford et de Carnegie Mellon ont fait travailler 1 222 personnes sur des problèmes de mathématiques et de compréhension de texte. Ceux qui ont eu accès à l'IA pendant une dizaine de minutes ont rendu plus de réponses fausses que les autres. Le résultat se répète sur trois échantillons distincts observés dans les mêmes conditions.

Une partie du panel a pu solliciter l'intelligence artificielle pendant ses exercices. L'autre s'est débrouillée seule. Les utilisateurs d'IA ont aussi abandonné plus vite face à la difficulté. La bécotille numérique réveille une paresse intellectuelle que les auteurs comparent au comportement de la grenouille plongée dans une eau qui chauffe lentement.

Selon Daron Acemoglu, Prix Nobel d'économie 2024, l'IA améliore aujourd'hui la qualité des décisions prises par des personnes formées avant son déploiement. Mais elle « érode les incitations à l'apprentissage qui soutiennent la connaissance collective à long terme ». Sur la durée, le stock de savoirs détenus individuellement s'effondre.

Plus on fait confiance à l'IA, moins on vérifie

Microsoft Research et Carnegie Mellon ont interrogé 319 travailleurs du savoir à partir de 936 cas réels d'usage d'IA générative au bureau. Plus on fait confiance à la machine, moins on vérifie ce qu'elle produit. À l'inverse, plus on a confiance dans ses propres compétences, plus on garde un œil critique sur la sortie.

Les auteurs y voient une ironie de l'automatisation. Mécaniser les tâches routinières prive l'utilisateur des occasions ordinaires où il exercerait son jugement. Quand surgit un cas inattendu, les muscles cognitifs ont fondu. Désormais, le travailleur ne réfléchit plus au problème, mais vérifie, intègre et supervise la réponse livrée. Les utilisateurs intensifs qui jonglent entre plusieurs outils d'IA commettent par ailleurs 39 % d'erreurs majeures supplémentaires, d'après une enquête du Boston Consulting Group conduite auprès de 1 488 professionnels américains. L'« AI Brain Fry » se manifeste par du brouillard cognitif et des maux de tête.

L'écart entre l'entraînement et le test, mesuré sur des lycéens

En 2024, des lycéens entraînés aux mathématiques avec ChatGPT ont résolu 48 % de problèmes corrects en plus que leurs camarades sans IA. Pourtant, au contrôle final sans assistance, ils ont obtenu 17 % de résultats en moins. Pendant l'entraînement, la machine produit la réponse. L'élève ne construit pas le chemin pour y arriver. Rien n'est encodé en mémoire.

Les chercheurs de l'Université de Pennsylvanie ont testé un troisième groupe avec une version modifiée de ChatGPT, paramétrée comme un tuteur qui livre des indices sans révéler la solution. Pendant l'entraînement, ces élèves ont résolu 127 % de problèmes en plus que ceux sans IA. Au test final pourtant, ils n'ont obtenu aucun gain par rapport au groupe non assisté.

En 2025, au MIT Media Lab, Nataliya Kosmyna a poussé la mesure jusqu'à l'électroencéphalogramme. Les utilisateurs de ChatGPT ont affiché l'engagement cérébral le plus faible sur 32 régions analysées, comparés à ceux qui rédigeaient avec Google ou seuls. Plus parlant encore, quand on leur demande de retravailler un essai sans l'outil, ils peinent à se souvenir de leur propre texte. Les ondes alpha et thêta, liées à la mémoire profonde, restent faibles chez eux. La tâche a été menée, mais rien n'a été intégré aux réseaux mémoriels.

Nataliya Kosmyna recommandait à l'époque de développer le cerveau « de manière analogique » avant toute exposition à l'IA, et d'apprendre à utiliser ces outils sans déléguer le travail mental qui construit les apprentissages.

AUDI

Ce que nous réserve le plan produit jusqu'en 2028

Si BMW et Mercedes sont plus actifs en ce moment en matière de véhicules électriques avec les iX3 et GLC EQ Technology puis les berlines de cœur de gamme i3 et Classe C EV qui rebattent les cartes sur leurs segments respectifs, Audi n'a pas dit son dernier mot pour autant. La marque aux anneaux qui lancera 7 nouveautés cette année ne peut être sur tous les fronts en même temps d'autant qu'entre l'A2 e-tron et le Q9 il lui est difficile de faire plus grand écart.

Cette année, la marque premium du groupe Volkswagen a prévu de lancer sept nouveaux modèles de l'A2 e-tron qui fera office d'entrée de gamme électrique jusqu'à l'imposant Q9 qui coiffera la gamme SUV mais aussi la gamme tout court depuis que l'A8 n'est plus produite.

Toutes les Audi attendues en 2026

Dans l'offre électrique de la marque aux anneaux sous les SUV et SUV coupé Q4 e-tron et Q4 Sportback e-tron qui viennent tout juste de passer par la case restylage, juste en dessous, l'A2 e-tron endossera le rôle d'entrée de gamme. Ce modèle dérivant étroitement de la Volkswagen ID.3 prendra son tout premier bain de foule lors du mondial de l'Auto cet automne à Paris. Toujours au chapitre des Audi sur prise, cette fois en Chine, l'AUDI E7X (écrit en lettre capitale pour la marque locale qui n'a pas d'anneaux est du SUV développé avec la coentreprise locale SAIC.

Reprenant la motorisation et les codes esthétiques de l'E5 Sportback local il revendiquera 670 chevaux et une architecture 900 volts. Attendue par les sportifs et pas uniquement parce que sa motorisation hybride reposant sur une moteur V6 turbo cumulant 639 ch lui permettra d'échapper au malus, l'Audi RS5 se conjugue en berline comme en break. Dans le camp des SUV, le Q5 profitera de cet arsenal et



proposera pour la première fois de son histoire une version RS.

À l'étage du dessus, l'Audi RS6 emploiera la même recette hybride mais avec deux cylindres plus sous le capot et au total une puissance de l'ordre de 730 ch histoire de rivaliser avec la

BMW M5.

Enfin, parmi les SUV, l'actuel Audi Q7 lancé en 2015 passera enfin la main à une troisième génération. Et pour séduire le public américain trouvant le Q7 qui ne mesure que 5,06 m de long, un grand frère inédit, l'Audi Q9 dont le

gabarit voisin de 5,30 m, soit celui d'un Bentley Bentayga EWB (Extended Wheel Base) viendra en renfort. Ce nouveau vaisseau amiral offrira enfin à la marque allemande de quoi répliquer aux BMW X7 et Mercedes GLS.

- Audi A2 e-tron
- Audi E7X (Chine)
- Audi RS5
- Audi RS6
- Audi Q4 e-tron et Q4 e-tron Sportback restylés
- Audi Q7
- Audi Q9
- Audi RSQ5

Deux Audi électriques pourtant cruciales se feront encore attendre

Si BMW et Mercedes sont déjà prêts avec les i3 et Classe C électrique qui arriveront très prochainement sur le marché, Audi reste à la traîne et n'a pour l'instant rien pour leur tenir la dragée haute. La berline familiale sur prise Audi A4 e-tron - livrable en berline comme en break (A4 avant e-tron) n'arrivera pas avant 2028. Ceci pour une raison fort simple, la mise au point de son châssis baptisé SSP a pris plus de temps que prévu initialement.

Pour la même raison, à l'étage inférieur, parmi les berlines compactes, l'Audi A3 e-tron se fera elle aussi attendre tout comme sa cousine technique la Volkswagen ID.Golf.

- Audi A3 e-tron
- Audi A4 e-tron

La Volkswagen ID.Golf n'arrivera pas avant 2030 confirme le PDG de la marque

Le grand patron de Volkswagen Thomas Schäfer s'est ouvert à nos confrères du Financial Times, leur indiquant que la future Golf 100% électrique n'arriverait pas avant 2030. Et d'ajouter que la marque n'avait nullement besoin de cette ID.Golf en 2028. Disons qu'il faut plutôt voir les choses dans l'autre sens et constater que ne pouvant pas commercialiser sa berline compacte branchée d'ici deux ans, la marque a pris ses dispositions et mis en place une toute autre stratégie. Le 13 mai dernier lors de l'événement Future of the Car, à Londres, le grand patron de Volkswagen Thomas Schäfer déclarait à nos confrères du Financial Times : "Nous avons une gamme fantastique maintenant, nous n'avons pas besoin d'une Golf électrique en 2028. Nous sommes bien positionnés avec ce que nous avons dans notre portefeuille de véhicules."

ID.3 Neo, ID.Polo et ID.Cross le plan produit est au point

Ce qui n'est pas tout à fait faux puisque dans les faits, celle qui endosse depuis 2019 le rôle de la berline compacte 100% électrique, la Volkswagen ID.3 parvient à se maintenir à flots en passant deux fois par la case restylage. Le dernier est tout récent et pour

l'occasion l'auto est devenue l'ID.3 Neo indiquant qu'elle repart sur de nouvelles bases et jouera encore sa partition jusqu'en 2030. À l'étage juste en dessous, la citadine ID.Polo et le SUV urbain ID.Cross entreront prochainement en lice avec de sérieux atouts.

Il serait donc inapproprié d'un point de vue stratégique de télescoper les lancements de ces nouveaux produits avec celui de la future star l'ID.Golf. De son côté la Volkswagen Golf 8 lancée en au printemps 2020 puis restylée début 2024 profitera d'une profonde mise à jour en 2030 au moment où l'ID.Golf sera lancée afin que la marque conserve sur certains marchés une proposition thermique plus ou moins hybridée sur le marché crucial des berlines compactes. Le groupe a d'ores et déjà fait le choix de produire la future ID.Golf sur le site industriel historique de Wolfsburg et ne pouvant pousser les murs, délocalisera alors la fabrication de la Golf 8 au Mexique. Comme ce fut le cas à l'époque avec la Coccinelle, l'histoire se répète avec sa remplaçante.

La plateforme technique de la future ID.Golf à pris du retard

Mais dans les faits, ce que ne dit pas aussi clairement le big boss de Volkswagen, il l'a néanmoins laisser



comprendre à nos confrères, c'est que la base technique dite SSP de cette future Golf 9 sur prise n'est pas prête. Le développement logiciel de cet

écosystème de haute volée bénéficiant d'une architecture 800V et de batteries de nouvelle génération mises au point par la marque américaine Rivian a pris du retard. Initiale-

ment, les tous premiers véhicules reposant sur cette base ambitieuse auraient dû arriver sur le marché dès cette année. Dans les faits ce sera en 2028. Mais il ne s'agira pas de Volkswagen !

Dans le groupe, Volkswagen ne sera pas prioritaire pour la SSP

Thomas Schäfer a indiqué que selon la logique habituelle appliqué dans le groupe, cette base high-tech sera tout d'abord déployée sur les marques les plus huppées. Ainsi ce seront d'abord les Porsche, les Audi ou encore les Bentley qui auront la primeur avant que les Volkswagen puis enfin les autres marques généralistes du groupe (Skoda et Seat) ne l'adoptent à leur tour.

Cette politique est somme toute logique puisque ces modèles de luxe vendus plus chers permettront de rentabiliser les investissements. À ce titre le sieur Schäfer a également indiqué que sous la pression du marché chinois qui plus que jamais casse les coûts, Volkswagen a dû ajuster les siens et aux dires du dirigeant refaire ses calculs en termes de matériaux comme d'investissements afin de proposer les bons produits aux justes prix. L'idée étant aussi de pouvoir revendre ce savoir-faire aux concurrents.

Mots fléchés

Il vécut 969 ans	Mesura le bois	Poèmes lyriques	Personnes possédées du démon	Conclut une affaire	Recette de canard en Chine	Signe musical
Personne de corpulence énorme	Agréable		Pronom personnel	Choc		Enceinte
					Confident	
					Fleuve sibérien	
Supprime		Résolu				
Sémaphores		Divinité du Proche-Orient				
			Renâcleurs			
			Soeur de Mycène			
Qui se rapporte au raisin			Gros lézard			Office
Sucre simple			Béryllium			
		Il peut être de glace	Surprise-partie		Gibecière	Manillon
		Toucher au ping-pong				
Barricader	Céréale		Il existe en salon			
	Arbre biblique					
			Prostituées débutantes			
			Touffe rebelle			
Elle a sa troupe				Elle a sa promenade des anglais		Non compris
Oublié				Surcharge à l'encre		Groupe de rap français
		Pâtures			Représentant du dieu soleil	
		Ancienne station spatiale russe			Tirage	
Chanci	Interventions	Effluve nauséabonde				Pareil
		Successions				Égalisé
			Ville connue pour ses falaises	Fromage recouvert de paraffine		Poisson
Poltron					Iridium	Cité légendaire
Fondateur de la congrégation de l'Oratoire					Précède Antonio	Prenom féminin
		Petit tour		Emplacement dans les salons		
		Oisif				Absence de bruit
Profilé	Caisse			Fortunées		
				Également	Fête chrétienne de la nativité du Christ	Plans d'urgence (acronyme)
Il existe en parasol	Étoffe de soie fine				Cercle lumineux	Rire en argot internet
						Nazi
		Chat anglais		Océan		Affluent de la Moselle (du côté Luxembourg)
		Dieu primitif égyptien				Entrée asiatique
S'éloigné (s')	Turcs					Etain
	Vieux poème en prose chinois					Petite minute
			Rivière du Congo			Homme du milieu, souteneur
Joue avec la vague				Chanson populaire et sentimentale		

PÉTROLE

Le Brent dépasse les 110 dollars

Les cours du pétrole sont en hausse lundi, le marché observant attentivement la situation au Moyen-Orient et au Golfe. Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, prenait 0,83% à 110,17 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juin, gagnait 0,99% à 106,46 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mardi 19 mai 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

DÉBUT AUJOURD'HUI DE L'EXAMEN DU BEM Plus de 877 000 candidats à l'épreuve

Plus de 877.000 candidats à l'échelle nationale entameront, mardi, les épreuves de l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM), session 2026, répartis sur quelques 3000 centres d'examen à travers le territoire national. Cet examen de fin de cycle moyen, qui se déroulera du 19 au 21 mai courant, concerne un total de 877.035 candidats, répartis sur 3.167 centres d'examen, tandis que 104 centres sont dédiés à la correction et 18 autres à la collecte et au tri. En ce qui concerne l'encadrement, le nombre total des personnels mobilisés est de 214.003 encadreurs, dont 181.339 enseignants surveillants, 20.004 membres de secrétariat, 6.275 adjoints de centre et 3.167 chefs de centre. En prévision de ces épreuves, le ministère de l'Éducation nationale a assuré avoir pris toutes les dispositions nécessaires au bon déroulement de l'examen du BEM de la session mai 2026, dès le début de l'année scolaire à travers la révision des données des candidats, et le retrait des convocations via la plateforme numérique, ce qui a permis aux candidats de consulter préalablement leurs centres d'examen. Pour cette session, le ministère a notamment mis l'accent sur le renforcement des mesures organisationnelles et sécuritaires, à travers l'élargissement de l'utilisation du numérique dans les différentes étapes d'organisation des examens, allant de l'inscription des candidats à l'annonce des résultats, tout en adoptant un protocole sécuritaire rigoureux en coordination avec les instances et les institutions concernées.

JOURNÉE NATIONALE DE L'ÉTUDIANT

Le Président Tebboune insiste sur le rôle économique de l'université

À l'occasion de la Journée nationale de l'étudiant (19 mai), le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, hier, un message dans lequel il a mis en avant les principales orientations et réalisations du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, tout en réaffirmant la volonté de l'État de renforcer le rôle stratégique de l'université dans le développement national. Dans son message, le chef de l'État a exprimé sa fierté envers les étudiants algériens ainsi qu'à l'ensemble des enseignants, chercheurs et encadrants du secteur, soulignant leurs efforts constants pour améliorer la qualité de la formation et de la recherche scientifique, et pour rapprocher la production universitaire des besoins de l'économie et de la société. Le président Tebboune est revenu sur la portée historique de cette journée, rappelant le sacrifice de la génération du 19 mai 1956, lorsque des étudiants algériens avaient rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN), choisissant la liberté et la dignité au détriment des privi-

lèges matériels. Un héritage que, selon lui, la jeunesse actuelle est appelée à perpétuer à travers l'engagement dans le savoir et la construction nationale. Parmi les principaux axes mis en avant, le président de la République a insisté sur les investissements importants consentis par l'État dans le secteur de l'enseignement supérieur. Il a souligné la création et le renforcement de nombreuses structures, notamment des écoles supérieures spécialisées et des pôles universitaires intégrés, visant à adapter l'université algérienne aux évolutions technologiques et scientifiques. Il a également mis en avant le soutien accru au financement de la recherche scientifique, de la créativité et de l'innovation, considérés comme des leviers essentiels pour accompagner la transformation de l'économie nationale.

Vers une université intégrée à l'économie productive

Autre annonce centrale du message présidentiel : la volonté d'intégrer davantage

l'université dans une économie productive moderne. Le chef de l'État a insisté sur la nécessité de renforcer le lien entre la production scientifique et l'activité économique, à travers l'attraction des compétences et la valorisation du savoir dans le développement national. Selon lui, cette orientation vise à faire de l'université un acteur direct de la croissance économique et de la consolidation de l'État moderne.

Le président Tebboune a également souligné l'importance de créer un environnement favorable aux élites universitaires et de renforcer la contribution du savoir dans la consolidation des bases de l'État. Il a rappelé que les réformes engagées dans le secteur de l'enseignement supérieur s'inscrivent dans une dynamique globale de modernisation du pays. En conclusion, le président de la République a réaffirmé la confiance de l'État dans la jeunesse et dans les étudiants, appelés à poursuivre leur parcours dans un système universitaire en pleine transformation, au service du progrès national et de la souveraineté scientifique et économique du pays.

PUBLICITE

تحت رعاية وزير الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري

INTERPROFESSIONAL FORUM
FOR AGRICULTURAL
MACHINERY AND EQUIPMENT

FIMAG

المنتدى المهني للألات
والمعدات الزراعية

نحو تحديث وميكانيكا ذكية
FOR INTELLIGENT MODERNIZATION
AND MECHANIZATION

MERCREDI 20 Mai 2026
Salle de conférences, Dar El Djazair
Palais des expositions
Pins maritimes, SAFEX, ALGER

www.sipsa-filaha.com

SIPSA FILAHA AGROFOOD | USSEC | SOY | cosidar كوسيدار | tntex | LEADER GROUP

تحت رعاية وزير الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري

Sous le Patronage du Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche

8ème Forum International de l'Aquaculture et des Productions Halieutiques

المنتدى الدولي الثامن
لتربية الأحياء المائية
وإنتاج الأسماك

Mercredi
20 Mai
2026
DAR EL DJAZAIR
Palais des expositions
Pins Maritimes, Safex

DJAZAQUA

FILAHA INNOVE

SIPSA DJAZAQUA | Sponsor Gold: USSEC | SOY | Sponsor Silver: cosidar كوسيدار | tntex | LEADER GROUP